

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE

B.P.951 KIGALI, TEL: 2004/0788320675

E-mail: rim@rim.rw, website:www.rim.rw



Rapport Annuel 2024

Centenary house building
Kigali—Rwanda

Notre vision

Devenir une banque de microfinance la plus performante avec un réseau le plus ramifié au Rwanda.

Notre mission

Notre mission est de " Promouvoir la dignité humaine en contribuant à l'amélioration du bien-être de la population rwandaise, spécialement les groupes pauvres économiquement actifs vivant en milieu rural, grâce aux produits et services financiers et non financiers adaptés ".

Nos valeurs :

Intégrité

Service de qualité

Efficacité

Solidarité

Protection de l'environnement

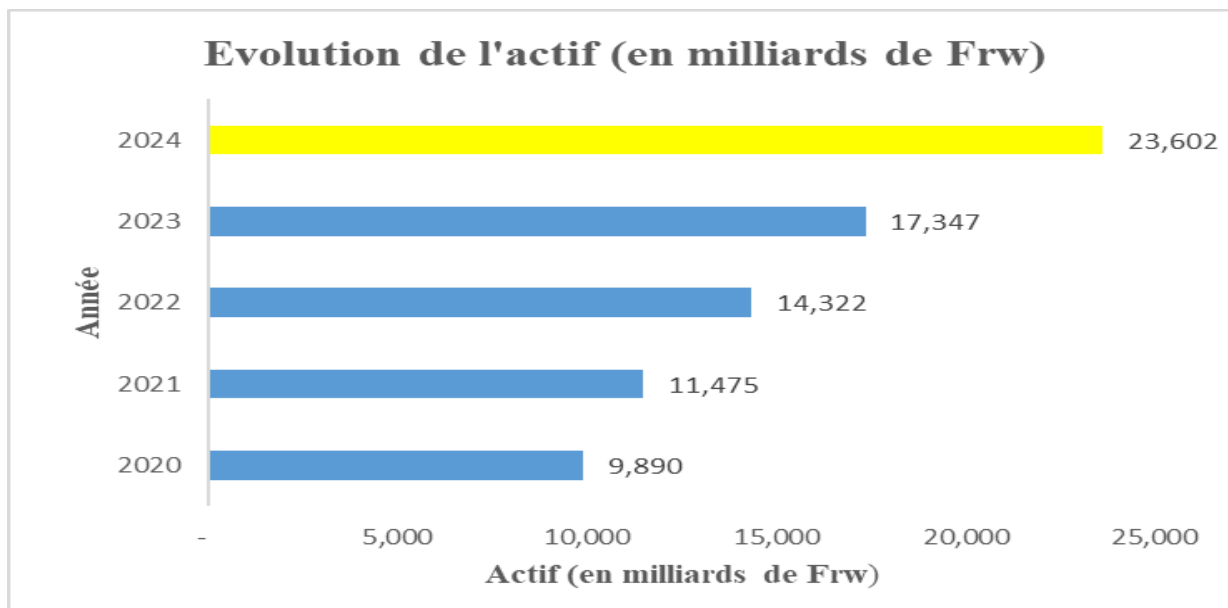
Table des matières

<i>Notre vision</i>	i
<i>Notre mission</i>	i
<i>Nos valeurs</i> :.....	i
<i>Intégrité</i>	i
Table des matières	ii
1. Evolution du RIM Plc de 2020-2024	1
1.1. Evolution de l'Actif	1
1.2. Evolution des Dépôts et des clients actifs	1
1.3. Evolution des Encours de Crédits et des clients emprunteurs.....	2
1.4. Evolution du volume de crédits débloqués	2
1.5. Evolution du montant moyen des prêts décaissés	3
1.6. Evolution du portefeuille à risque	3
Evolution de la qualité du portefeuille à risque	4
1.7. Evolution du portefeuille à risque, abandon des créances et du ratio de couverture des risques .	5
1.8. Evolution de l'autosuffisance opérationnelle.....	5
1.9. Evolution du rendement du portefeuille et le taux de charge d'exploitation	6
1.10. Evolution de la structure financière du RIM Plc.....	7
1.11. Evolution du résultat net	7
1.12. Evolution des fonds propres nets	8
1.13. Evolution du Capital social	8
1.14. Evolution du ratio de solvabilité	9
1.15. Evolution des clients déposants	9
1.16. Evolution de l'effectif du Personnel	10
1.17. Evolution de la productivité du Personnel du RIM PLC	10
1.18. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux	11
1.19. Produits & Services: conception de produits, services, modèles et canaux de prestations correspondant aux besoins et préférences des clients	12
1.20. RS envers les employés: sens de la responsabilité dans la relation avec les employés	13
1.21. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux	13
1.22. Protection des clients: sens de la responsabilité dans la relation avec le client	14
2. Indicateurs de performance 2020- 2024.....	15
5. Contribution du RIM à la réduction de la pauvreté et à la construction du pays	24

5.1. Formation et Education financière	24
5.2. Financement des projets de différents entrepreneurs	24
5.4. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe Professionnelle sur rémunération des employés.....	26
5.5. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe sur la valeur ajoutée .	26
5.6. Contribution au développement du pays à travers la collecte de l'impôt mobilier	27
6. Présentation du Président du Conseil d'Administration	28
7. Présentation du Directeur Général	33
8. Synopsis des activités	38
8.1. Clientèle	38
8.2. Composition de dépôts des clients	38
8.2.1 Répartition des dépôts par type de dépôt	39
8.2.2. Répartition des dépôts par statut juridique.....	39
8.3. Crédits	40
8.4. Analyse du risque des crédits au 31 décembre 2024.....	43
9. Etats financiers au 31 décembre 2024.....	48
9.1. Compte de résultat au 31 décembre 2024	48
9.2. Bilan au 31 décembre 2024.....	49
9.3. Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2024	51
9.4. Etat des variations des capitaux propres au 31 décembre 2024	52
9.5. Commentaires aux états financiers	52
10. Rapport du Commissaire aux Comptes.....	71
10.1. Opinion	71
10.2. Fondement de l'opinion	71
10.3. Responsabilités du Conseil d'administration pour les états financiers	72
10.4. Responsabilités de l'auditeur	72
10.5. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires	74

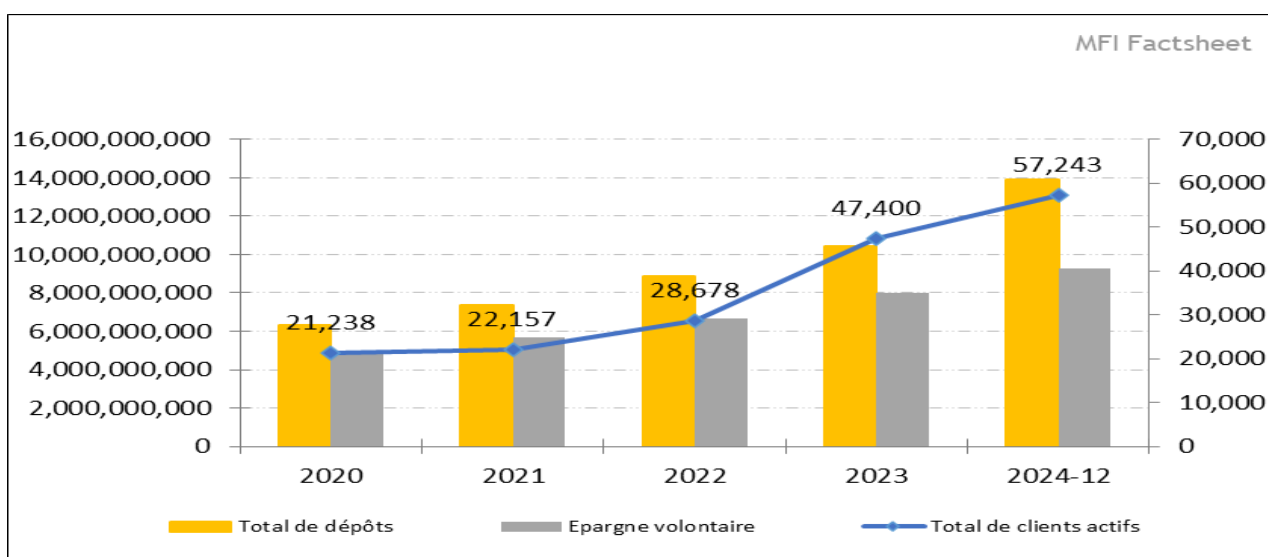
1. Evolution du RIM Plc de 2020-2024

1.1. Evolution de l'Actif



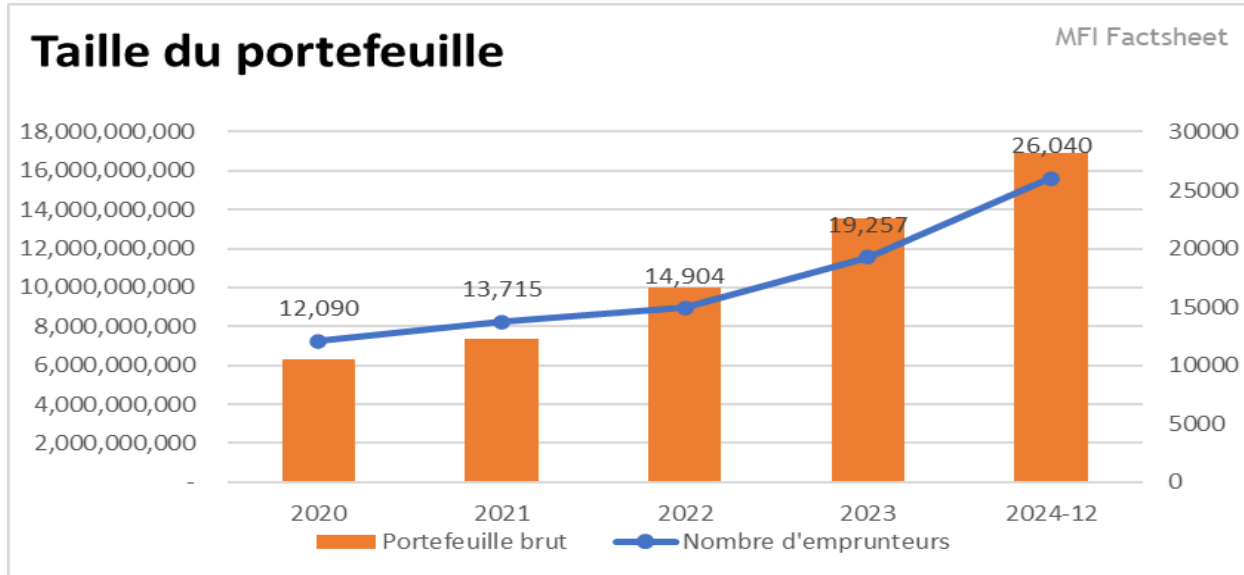
L'actif total du RIM Plc a connu en général une évolution positive depuis 2020 et le taux de croissance annuel moyen est de 25%. Au cours de l'année 2024, l'augmentation de l'actif a été fortement influencée par l'augmentation des dépôts et des emprunts.

1.2. Evolution des Dépôts et des clients actifs



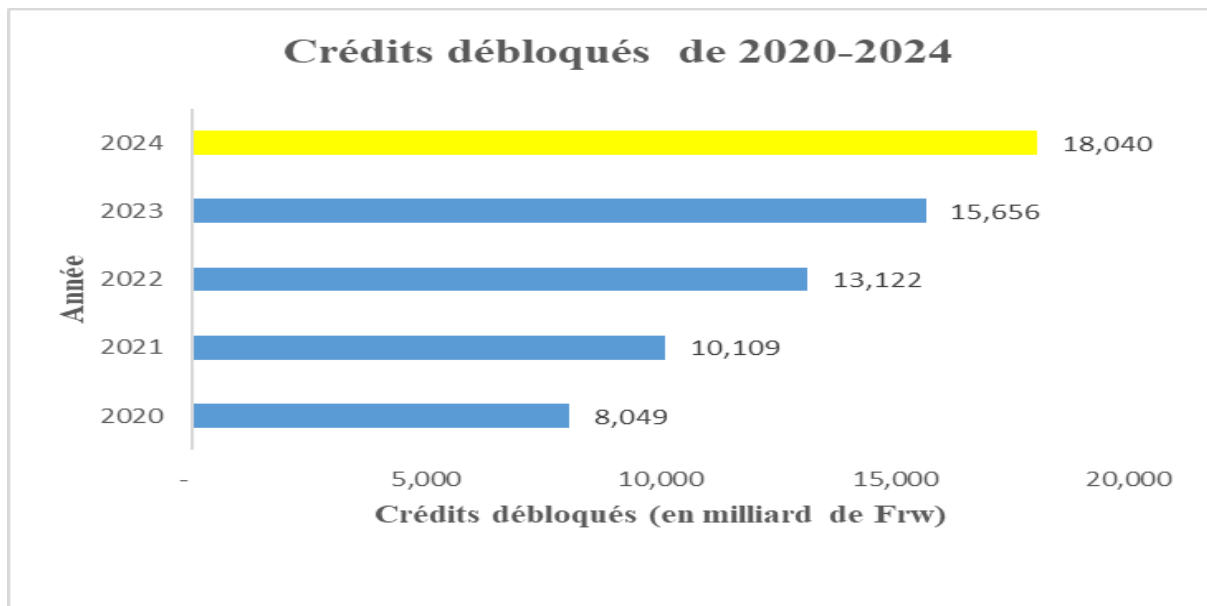
Les dépôts ont connu en général une évolution positive depuis 2020 le taux de croissance annuel moyen étant de 22%.

1.3. Evolution des Encours de Crédits et des clients emprunteurs



Les crédits à la clientèle ont connu une évolution positive sur la période de 2020 à 2024. Les clients emprunteurs ont enregistré des baisses et des hausses au cours de cette période. Toutefois, on constate une évolution positive des clients emprunteurs de 2020 à 2024.

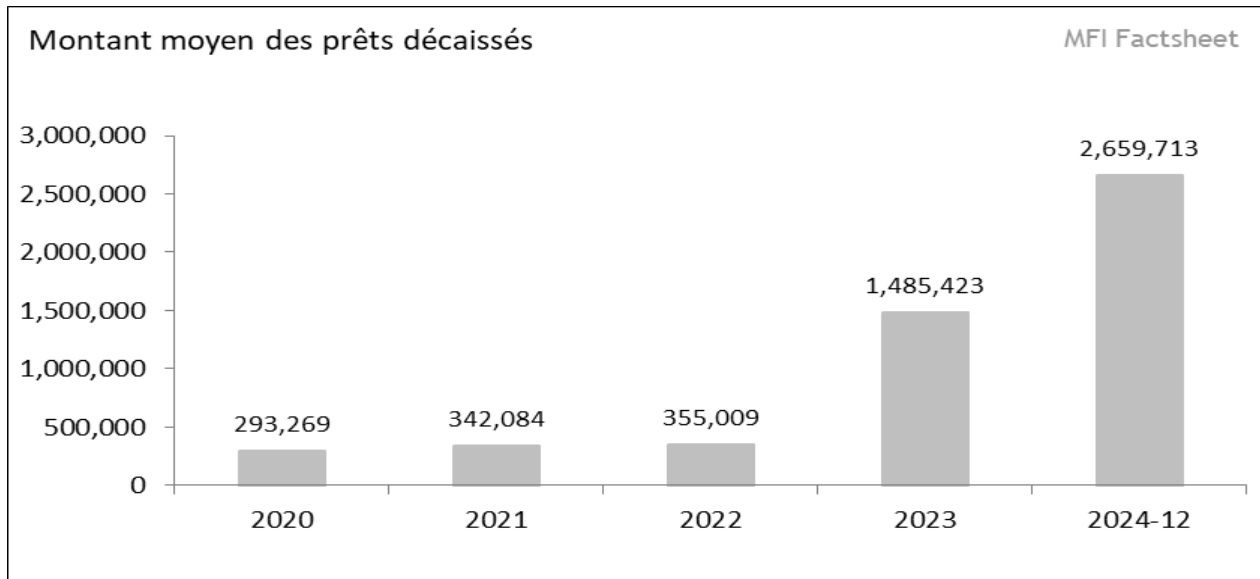
1.4. Evolution du volume de crédits débloqués



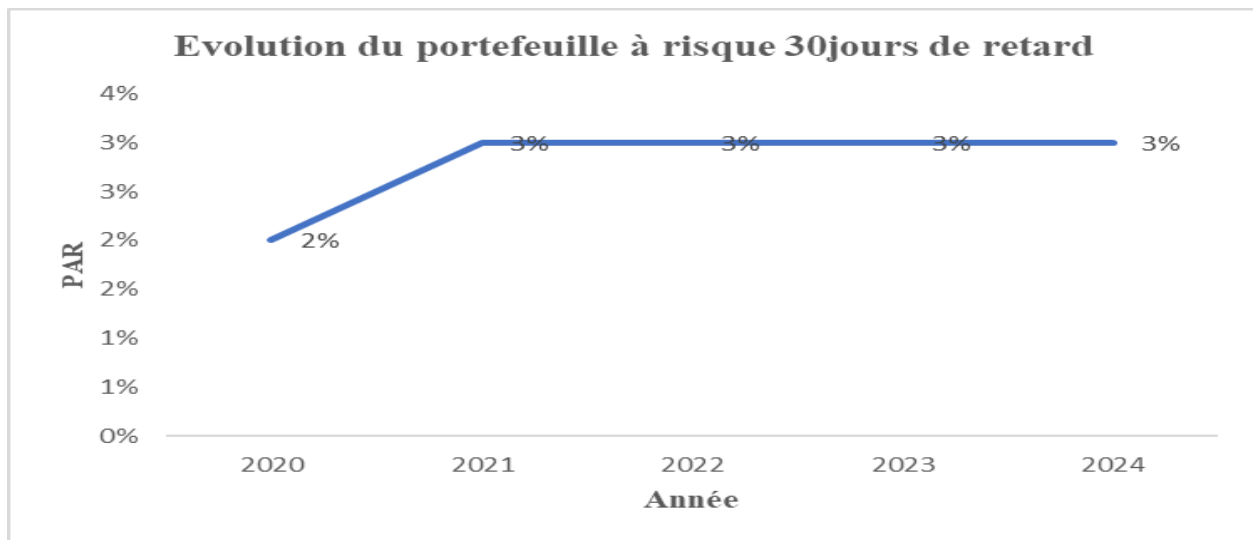
Les crédits débloqués à la clientèle ont connu une évolution positive sur la période de 2020 à 2024 avec une augmentation de 15% en 2024. Toutefois, le taux de croissance annuel moyen est de 22%.

1.5. Evolution du montant moyen des prêts décaissés

Nous constatons une augmentation du montant moyen des prêts décaissés en 2024 par rapport à l'année 2023 suite à l'augmentation des crédits débloqués au cours de l'année.

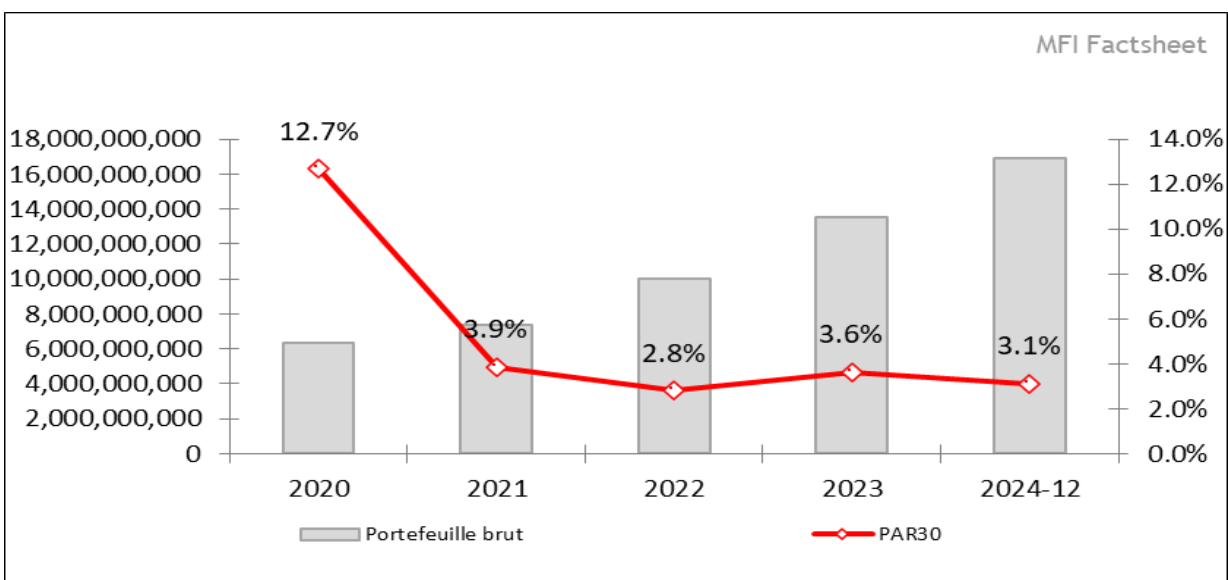


1.6. Evolution du portefeuille à risque



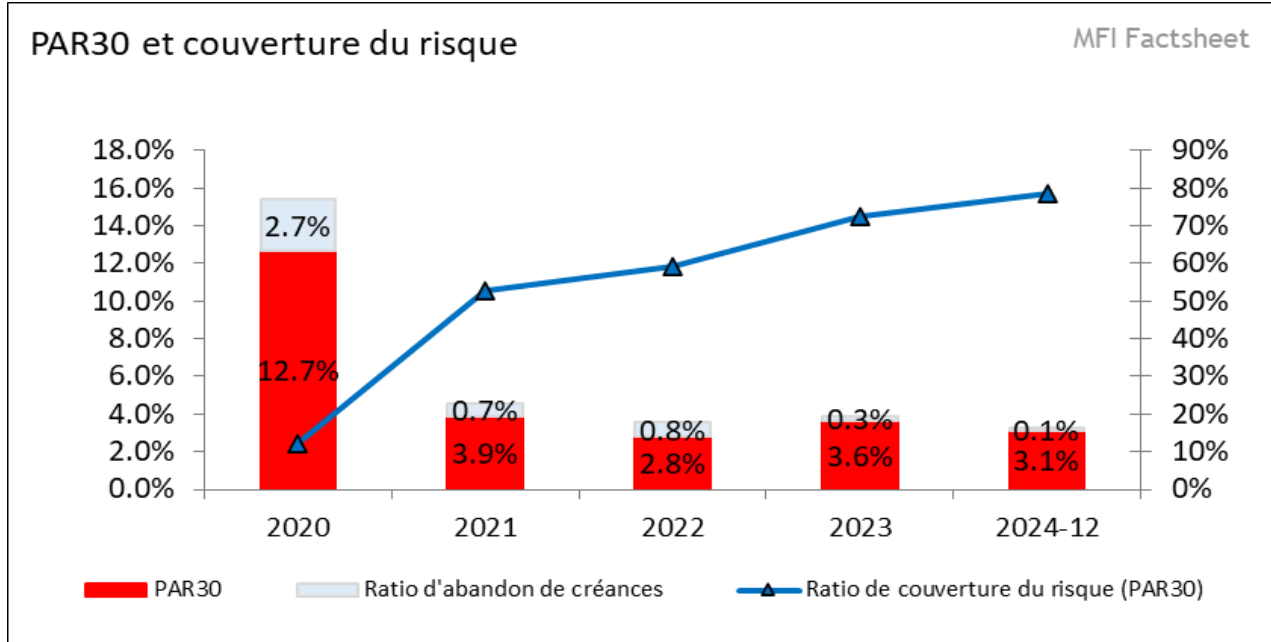
Le taux du portefeuille à risque a varié au cours de la période de 2020-2024 avec une diminution en 2020 suite à la radiation et la restructuration des crédits. Toutefois, le portefeuille à risque a été maintenu à 3% durant les trois dernières années.

Evolution de la qualité du portefeuille à risque



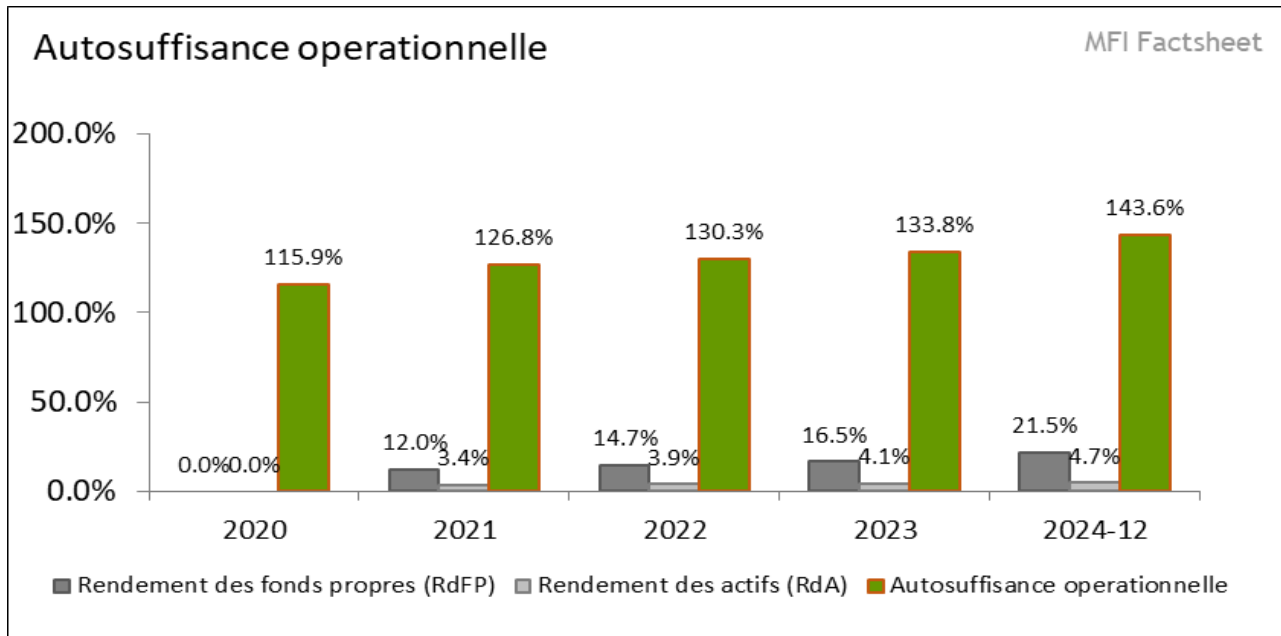
Le taux du portefeuille à risque à 1 jours de retard a varié au cours de la période de 2020-2024 avec une forte augmentation en décembre 2020 où le taux du portefeuille à risque à 1 jour était à 12% suite aux effets de COVID-19. Ce taux a connu une diminution et il est de 3.1% au 31/12/2024.

1.7. Evolution du portefeuille à risque, abandon des créances et du ratio de couverture des risques



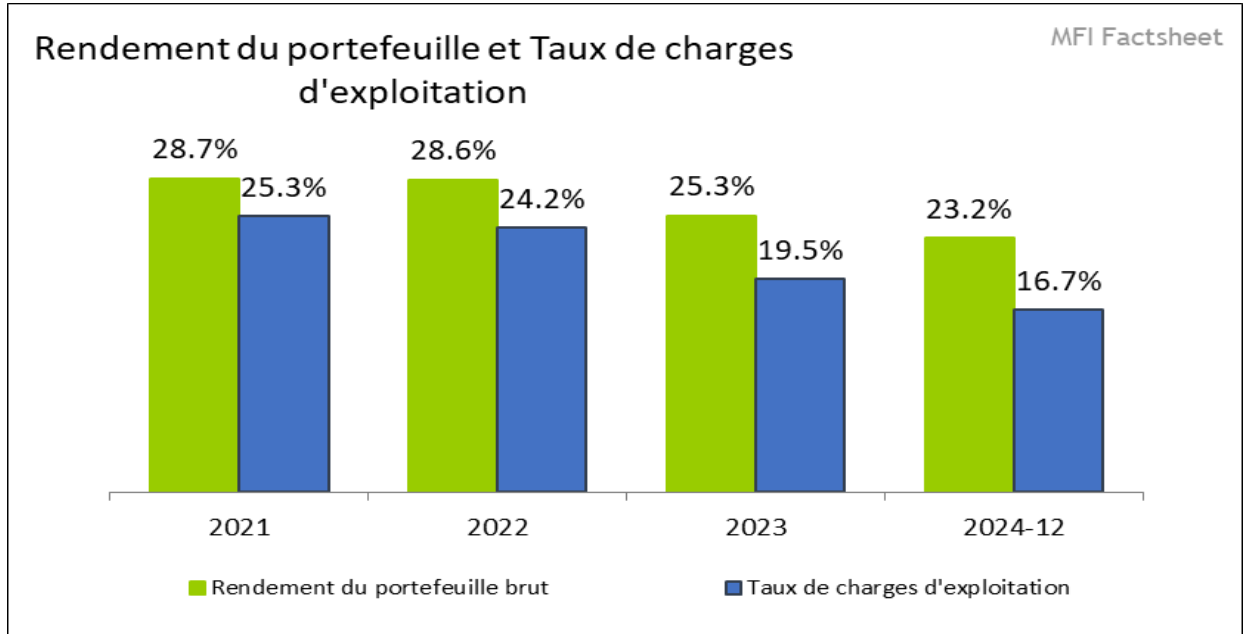
Au cours de l'année 2024, les crédits passés en perte ont diminué par rapport à 2023 avec une augmentation du ratio de couverture des crédits.

1.8. Evolution de l'autosuffisance opérationnelle

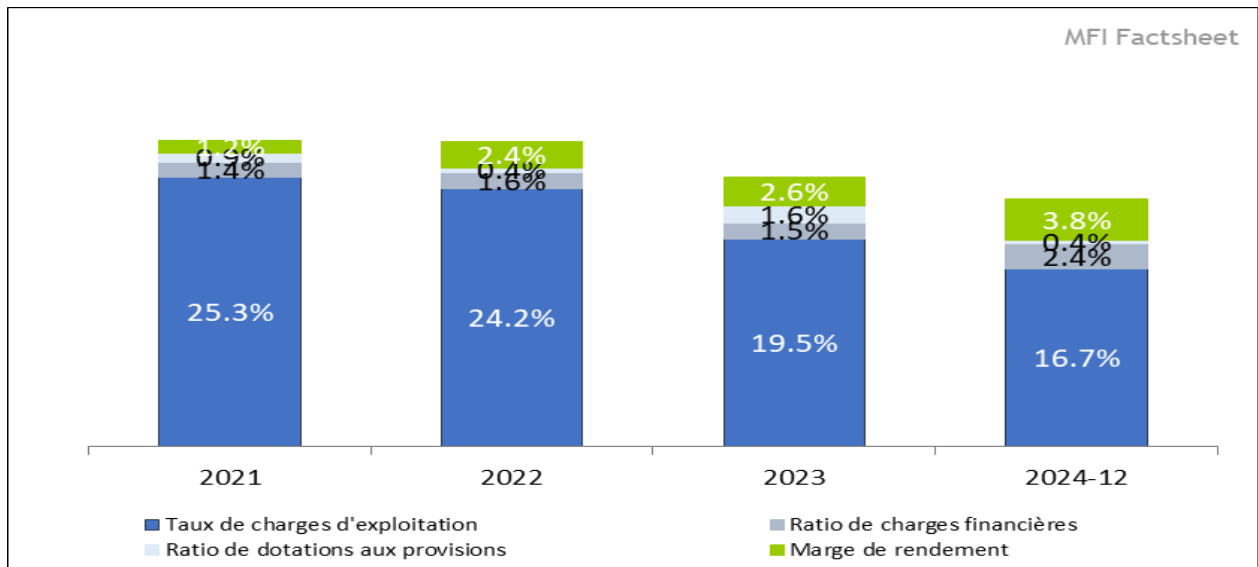


L'autosuffisance opérationnelle en 2024 a connu une augmentation par rapport à l'année 2023 suite à l'augmentation du résultat de l'exercice.

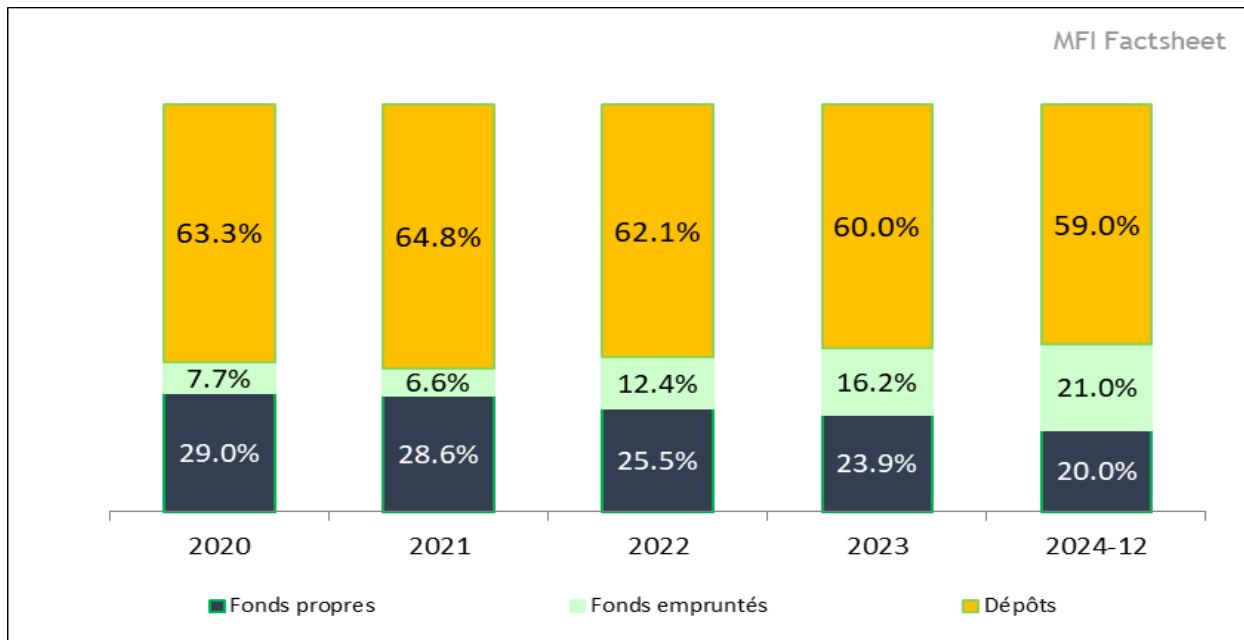
1.9. Evolution du rendement du portefeuille et le taux de charge d'exploitation



Au 31 décembre 2024, le ratio exprimant le rendement du portefeuille brut est supérieur à celui des charges d'exploitation et l'on constate une diminution du rendement du portefeuille et celui des charges d'exploitation par rapport à l'année 2023.

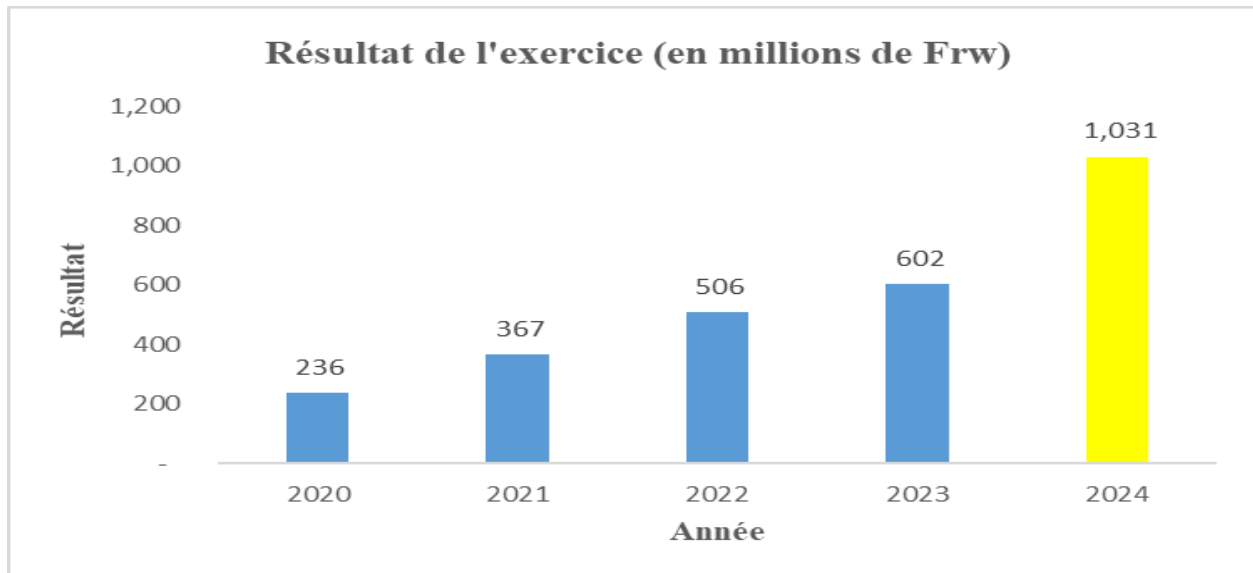


1.10. Evolution de la structure financière du RIM Plc



La structure financière du RIM Plc a connu une amélioration positive car il y a eu augmentation des fonds stables et la diminution de la dépendance de l'institution vis-à-vis des ressources instables que sont les dépôts.

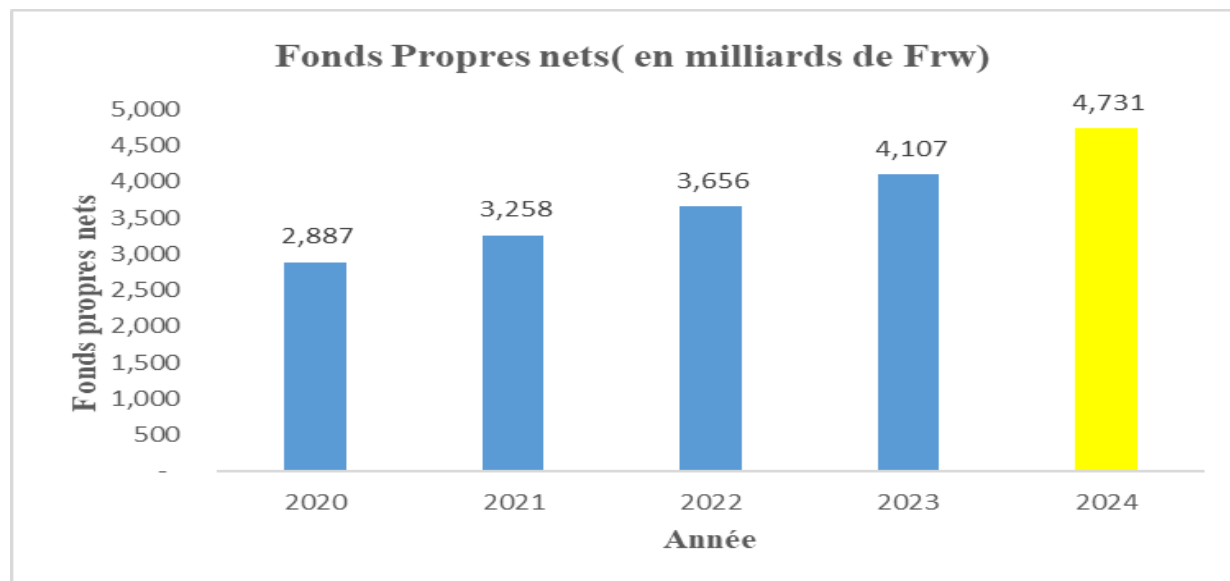
1.11. Evolution du résultat net



RIM Plc a enregistré des résultats bénéficiaires sur la période de 2020 à 2024. Bien que le résultat net de 2020 a connu une diminution suite aux conséquences liées à la pandémie Covid19,

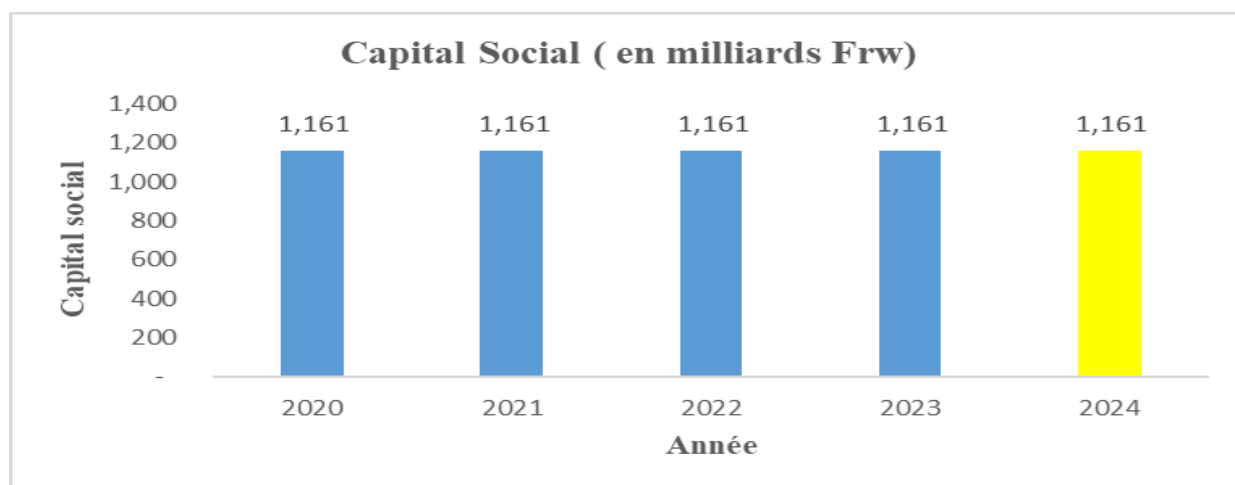
il y a eu une augmentation du résultat depuis 2022 suite à l'augmentation du portefeuille crédits ainsi que des intérêts sur crédits.

1.12. Evolution des fonds propres nets



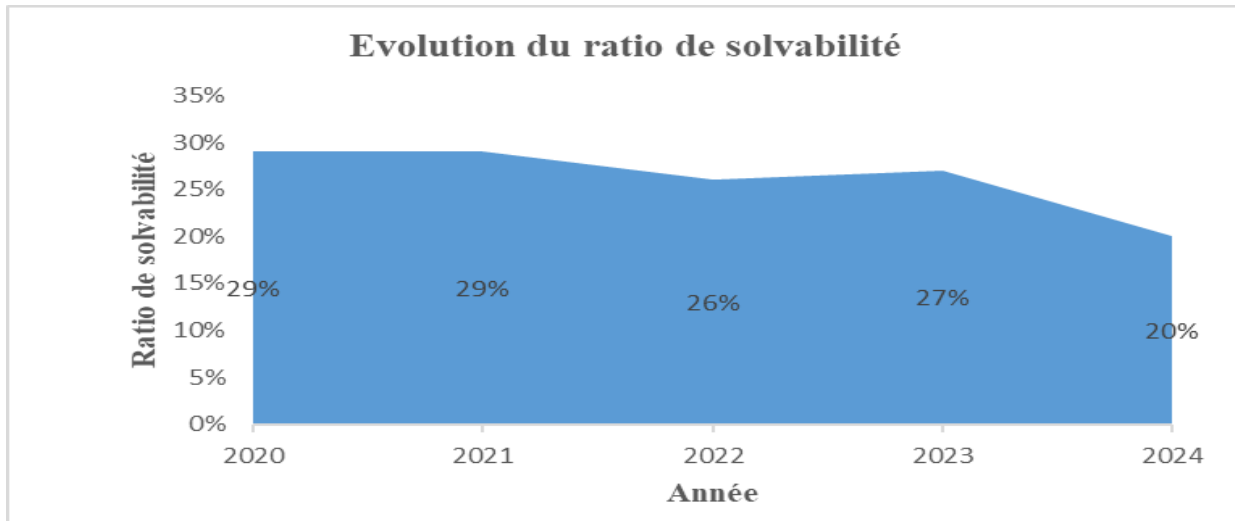
Les fonds propres nets ont connu une évolution positive depuis 2020 suite à l'augmentation du capital social et à l'amélioration des résultats bénéficiaires.

1.13. Evolution du Capital social



Depuis 2020, le capital social n'a connu aucune augmentation.

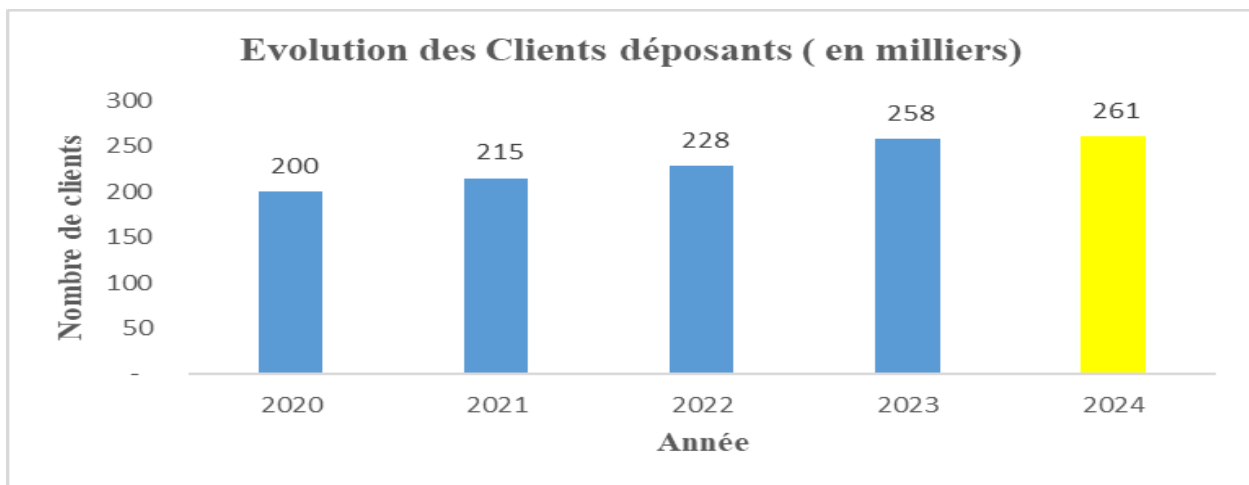
1.14. Evolution du ratio de solvabilité



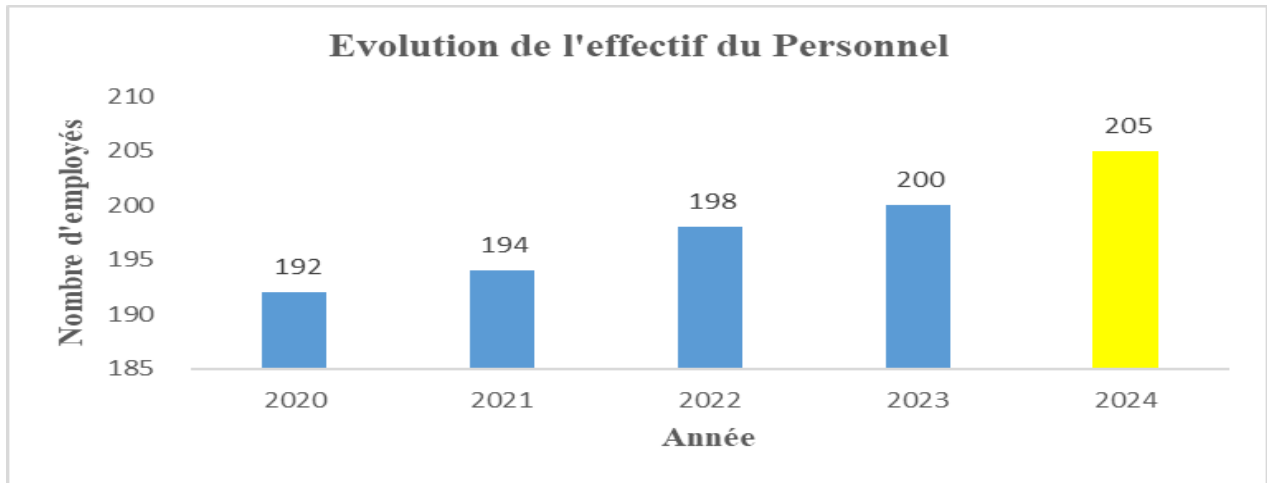
Le ratio de solvabilité a connu une diminution suite à l'augmentation des engagements à savoir des emprunts et des dépôts. Cependant, le ratio de solvabilité a connu une diminution en 2022 suite à l'augmentation des engagements avec une augmentation en 2023.

1.15. Evolution des clients déposants

Les clients déposants y compris les membres des ASSOFI, SILC et VSLA sont eu une croissance positive depuis 2020, le taux de croissance annuel moyen étant de 6%.

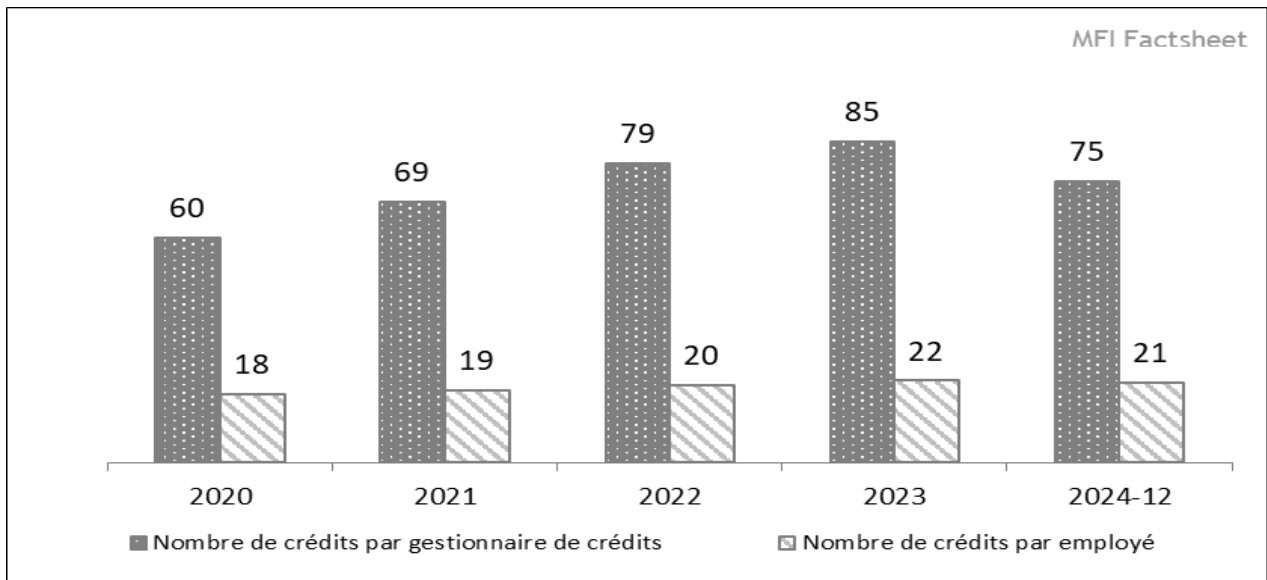


1.16. Evolution de l'effectif du Personnel



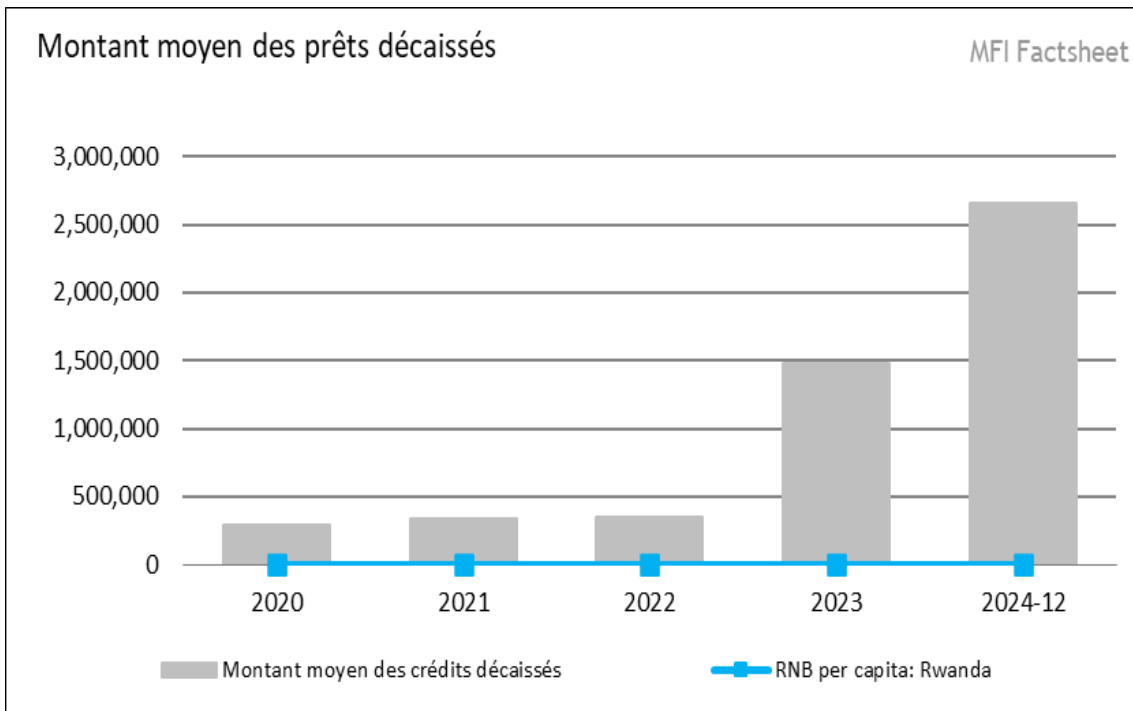
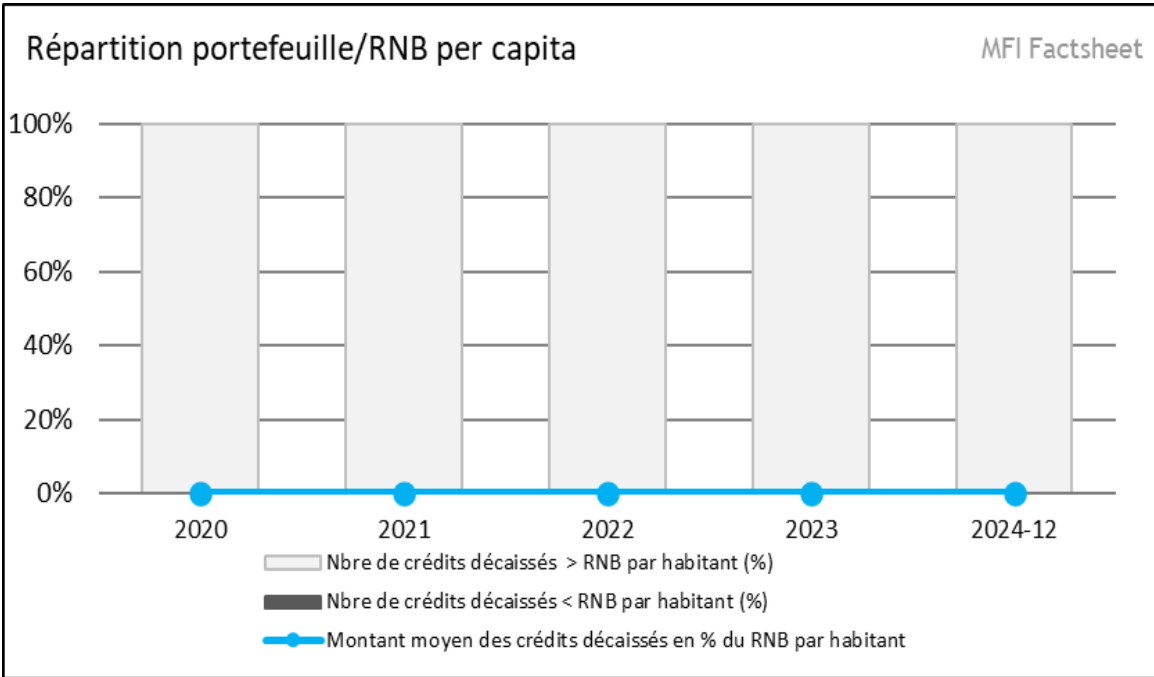
L'effectif du personnel s'est progressivement augmenté chaque année suivant la croissance de l'institution et le volume des activités.

1.17. Evolution de la productivité du Personnel du RIM PLC

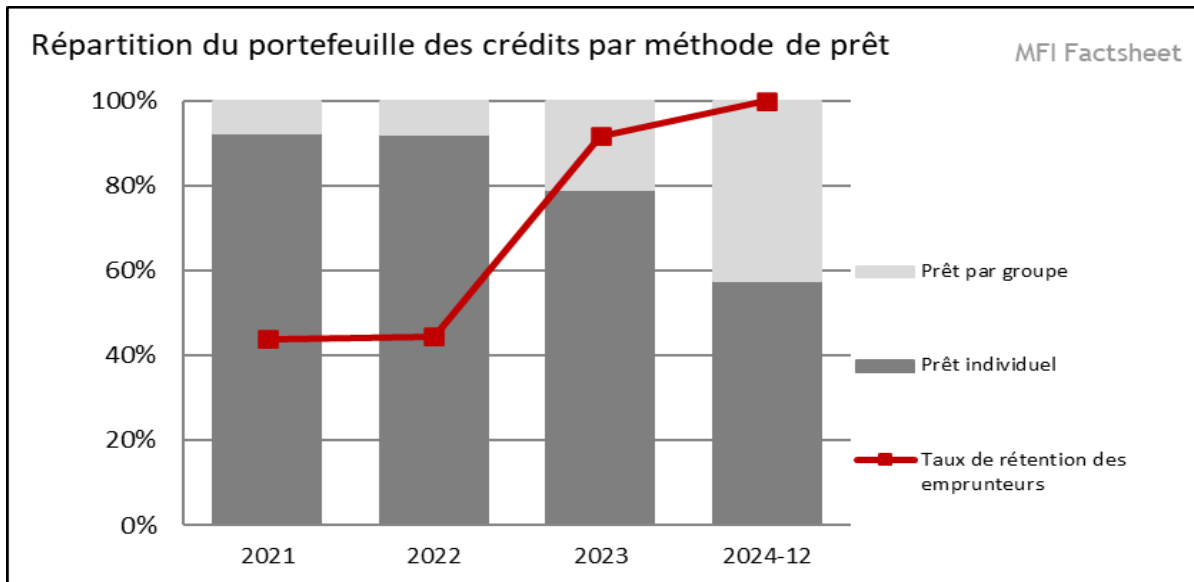
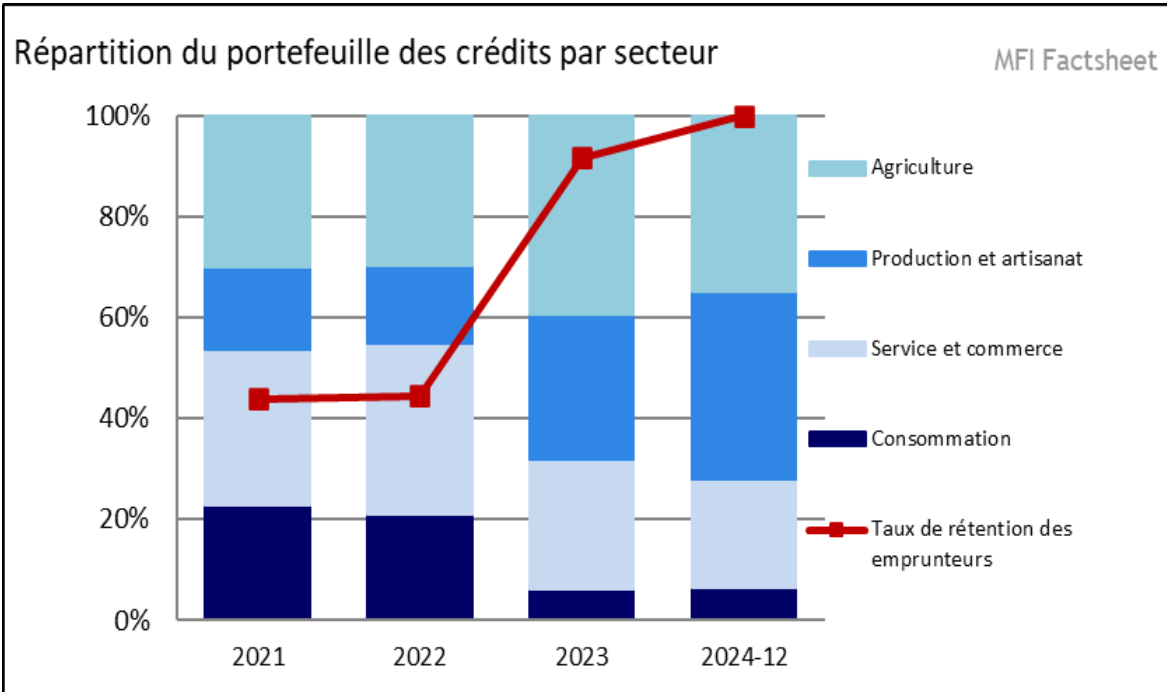


Au 31/12/2024, le nombre de crédits par gestionnaire a diminué passant de 85 en 2023 à 75 en 2024. Il en est de même du nombre de crédits par employé.

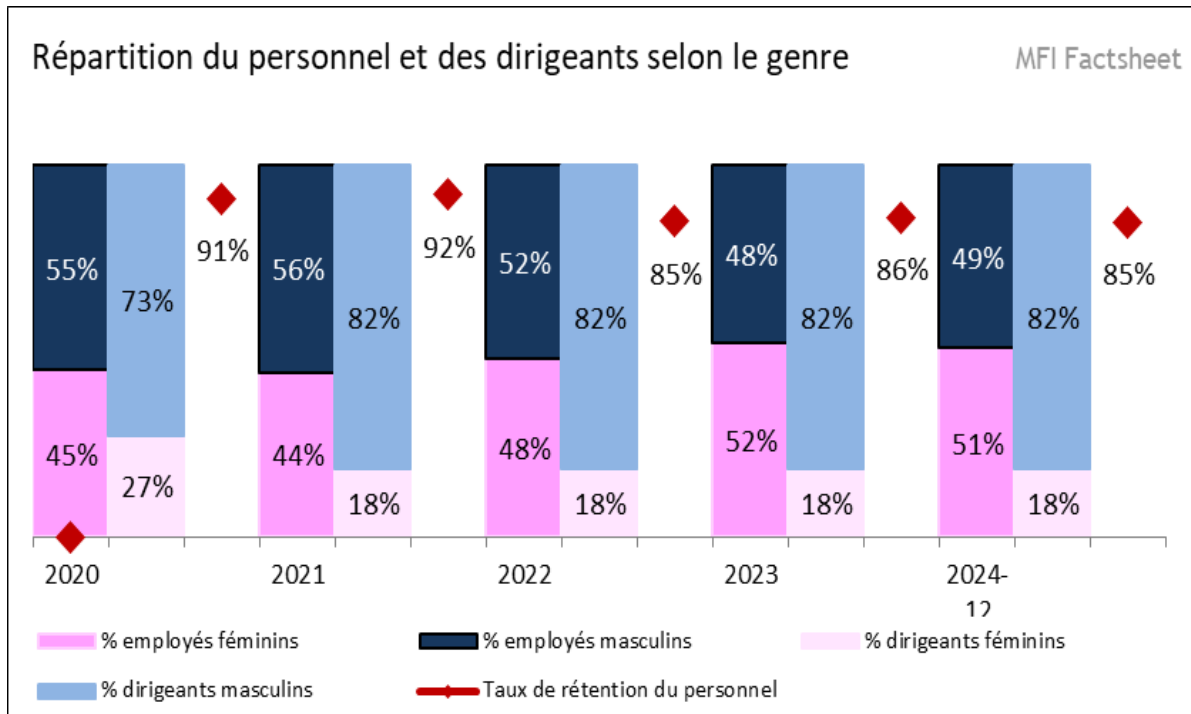
1.18. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux



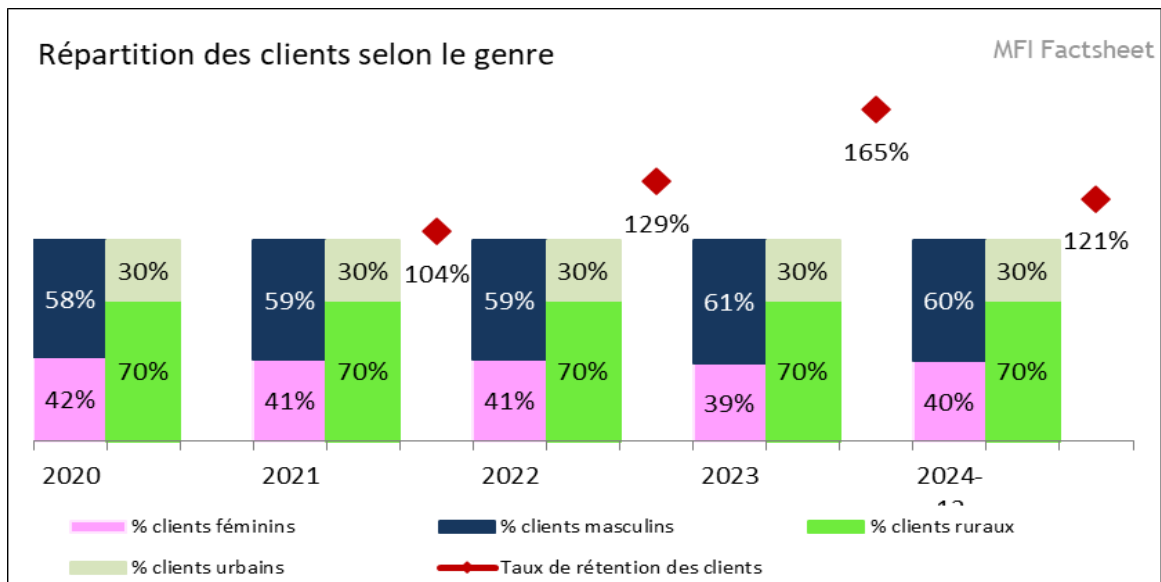
1.19. Produits & Services: conception de produits, services, modèles et canaux de prestations correspondant aux besoins et préférences des clients



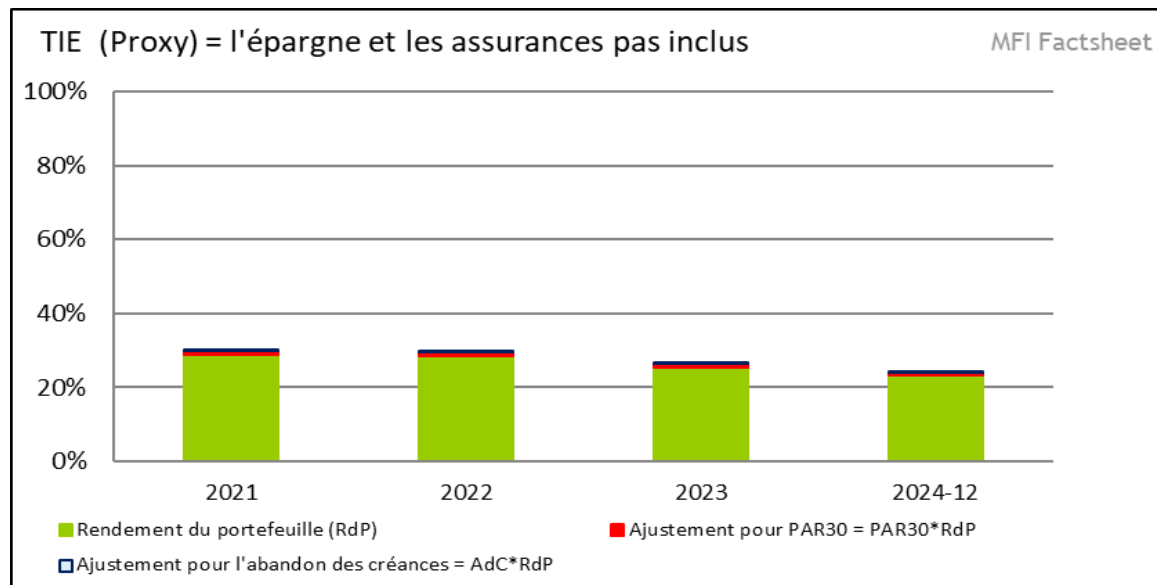
1.20. RS envers les employés: sens de la responsabilité dans la relation avec les employés



1.21. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux



1.22. Protection des clients: sens de la responsabilité dans la relation avec le client



2. Indicateurs de performance 2020- 2024

		Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année jsq date aujourd'hui 2024-12
	Variations par rapport à l'année précédente					
<u>D01</u>	en total de l'actif	Besoin de l'année passée	14.7%	25.5%	21.4%	35.5%
<u>D02</u>	en portefeuille net	Besoin de l'année passée	16.1%	36.1%	34.0%	25.1%
<u>D03</u>	en valeur des emprunts décaissés	Besoin de l'année passée	59.9%	7.4%	29.2%	98.2%
<u>D04</u>	en Fonds Propres	Besoin de l'année passée	12.9%	12.0%	13.7%	14.0%
<u>D05</u>	en total des dépôts	Besoin de l'année passée	17.4%	20.4%	17.2%	33.7%
<u>D06</u>	en total des fonds empruntés	Besoin de l'année passée	343.0%	251.5%	107.7%	157.0%
<u>D07</u>	en produits d'exploitation	Besoin de l'année passée	22.1%	23.7%	20.4%	18.8%
<u>D08</u>	en charges d'exploitation	Besoin de l'année passée	9.9%	21.5%	9.3%	10.6%
<u>D09</u>	en nombre d'effectifs	Besoin de l'année passée	1.0%	2.1%	1.0%	2.5%
<u>D10</u>	en nombre de clients	Besoin de l'année passée	4.3%	29.4%	65.3%	20.8%
<u>D11</u>	Variation monétaire	Besoin de l'année passée	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	Qualité du portefeuille					
<u>D12</u>	Portefeuille à risque					
<u>D13</u>	1-30 jours	18.2%	19.6%	15.4%	17.9%	21.3%
<u>D14</u>	31-60 jours	0.9%	1.1%	1.5%	0.0%	0.0%
<u>D15</u>	61-90 jours	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D16</u>	91-180 jours	1.0%	0.6%	0.7%	2.6%	1.0%
<u>D17</u>	181-365 jours	0.3%	0.9%	0.5%	1.0%	2.1%
<u>D18</u>	+ 365 jours	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D19</u>	Renégocié (pas d'arriérés en cours)	10.4%	1.3%	0.1%	0.0%	0.0%
<u>D20</u>	Total > 1 jour (PAR1 - rééchelonnement)	20.5%	22.2%	18.1%	21.5%	24.4%
<u>D21</u>	Total > 30 jours (PAR30 - rééchelonnement)	2.2%	2.5%	2.7%	3.6%	3.1%
<u>D22</u>	Total > 30 jours + rééchelonnement (PAR30)	12.7%	3.9%	2.8%	3.6%	3.1%
<u>D23</u>	Protection					
<u>D24</u>	Ratio de provisions pour pertes sur prêts	1.5%	2.0%	1.7%	2.6%	2.5%
<u>D25</u>	Ratio de couverture du risque (du PAR90 + rééchelonnement)	12%	53%	59%	72%	79%
<u>D26</u>	Ratio de dotations aux provisions	Besoin de l'année passée	0.9%	0.4%	1.6%	0.4%
<u>D27</u>	Abandon de créance					
<u>D28</u>	Taux de pertes sur créances irrécouvrables	2.7%	0.7%	0.8%	0.3%	0%
<u>D29</u>	% du PAR passé en compte de pertes	54.6%	21.3%	21.8%	6.9%	3%

		Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année jsq date aujourd'hui 2024-12
Structure financière						
<u>D30</u>	Capacité productive de l'actif					
<u>D31</u>	Portefeuille brut / Total de l'actif	64%	65%	70%	78%	72%
<u>D32</u>	Actif non-productif / Total de l'actif	37%	37%	31%	24%	30%
<u>D33</u>	Solvabilité					
<u>D34</u>	Adéquation des fonds propres	29%	29%	26%	24%	20%
<u>D35</u>	Ratio d'endettement	2.4	2.5	2.9	3.2	4.0
<u>D36</u>	Fonds de roulement	37%	37%	27%	23%	22%
<u>D37</u>	Composition du passif					
<u>D38</u>	Total des dépôts / Total du passif	89%	91%	83%	79%	74%
<u>D39</u>	Fonds empruntés / Total du passif	1%	3%	7%	12%	22%
<u>D40</u>	Passif à courte terme / Total du passif	99%	97%	93%	88%	78%
<u>D41</u>	Portefeuille de prêts brut / Total des dépôts	100%	100%	112%	130%	121%
<u>D42</u>	Donation en capital / Capital total	27%	24%	21%	19%	13%
	Efficacité et productivité					
<u>D43</u>	Rendement du portefeuille brut	Besoin de l'année passée	29%	29%	25%	23%
<u>D44</u>	Taux de charges d'exploitation	Besoin de l'année passée	25%	24%	20%	17%
<u>D45</u>	Rotation du portefeuille	Besoin de l'année passée	96%	81%	77%	119%
<u>D46</u>	Montant moyen des prêts décaissés	293,269	342,084	355,009	1,485,423	2,659,713
<u>D47</u>	Coût unitaire d'un prêt	Besoin de l'année passée	481,221	540,788	548,159	585,690
<u>D48</u>	Nombre de crédits par gestionnaire de crédits	60	69	79	85	75
<u>D49</u>	Nombre de crédits par employé	18	19	20	22	21
<u>D50</u>	% des gestionnaires de crédit dans l'équipe	30%	28%	26%	26%	28%
	Durabilité					
<u>D51</u>	Rendement des fonds propres (RdFP)	Besoin de l'année passée	12.0%	14.7%	16.5%	21.5%
<u>D52</u>	Rendement des fonds propres (RdFP) sans donations	Besoin de l'année passée	14.3%	17.3%	19.8%	24.3%
<u>D53</u>	Rendement des actifs (RdA)	Besoin de l'année passée	3.4%	3.9%	4.1%	4.7%
<u>D54</u>	Rendement des actifs (RdA) sans donations	Besoin de l'année passée	3.1%	3.6%	3.9%	4.4%

		Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année jsq date aujourd'hui 2024-12
Analyse de la profitabilité						
<u>D56</u>	Marge bénéficiaire	12.0%	15.3%	17.1%	18.1%	22.5%
<u>D57</u>	Marge d'intérêt	Besoin de l'année passée	27.3%	27.1%	23.8%	20.9%
<u>D58</u>	Marge d'exploitation	13.7%	21.2%	23.2%	25.3%	30.4%
<u>D59</u>	Marge financière nette	93.9%	93.4%	94.1%	89.6%	90.2%
<u>D60</u>	Ratio des coûts	85.4%	77.3%	75.3%	71.8%	66.4%
<u>D61</u>	Coût des ressources					
<u>D62</u>	Coût de dépôts	Besoin de l'année passée	1.3%	1.4%	1.3%	1.6%
<u>D63</u>	Coût de fonds empruntés	Besoin de l'année passée	2.3%	3.2%	4.4%	5.4%
<u>D64</u>	Ratio de charges financières	Besoin de l'année passée	1.4%	1.6%	1.5%	2.4%
Indicateurs Sociaux - stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux						
<u>D65</u>	Nbre de crédits décaissé > RNB (%)	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
<u>D66</u>	Nbre de crédits décaissé < RNB (%)	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D67</u>	Montant moyen de crédit accordé en % du RNB	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Indicateurs Sociaux - produits et services						
<u>D68</u>	Taux de rétention des emprunteurs	Besoin de l'année passée	43.9%	44.4%	91.6%	100.0%
<u>D69</u>	Répartition par secteur					
<u>D70</u>	consommation	31%	23%	21%	6%	7%
<u>D71</u>	service et commerce	27%	31%	34%	26%	21%
<u>D72</u>	production et artisanat	15%	16%	15%	29%	37%
<u>D73</u>	agriculture	27%	30%	30%	39%	35%
<u>D74</u>	Répartition par méthode de prêt					
<u>D75</u>	prêt individuel	92%	92%	92%	79%	58%

		Année	Année	Année	Année	Année jsq date aujourd'hui
		2020	2021	2022	2023	2024-12
Indicateurs Sociaux - sens de la responsabilité dans la relation avec le client						
<u>D77</u>	TIE (Proxy)	Besoin de l'année passée	30.1%	29.6%	26.3%	24.0%
<u>D78</u>	rendement du portefeuille	Besoin de l'année passée	28.7%	28.6%	25.3%	23.2%
<u>D79</u>	ajustment pour PAR90	Besoin de l'année passée	1.1%	0.8%	0.9%	0.7%
<u>D80</u>	ajustment pour abandon de créances	Besoin de l'année passée	0.2%	0.2%	0.1%	0.0%
<u>D81</u>	Taux de rétention des clients	Besoin de l'année passée	104.3%	129.4%	165.3%	120.8%
<u>D82</u>	Profil des clients selon le genre					
<u>D83</u>	clients féminins	42.0%	40.9%	41.1%	39.0%	40.4%
<u>D84</u>	clients masculins	58.0%	59.1%	58.9%	61.0%	59.6%
<u>D85</u>	Profil des clients selon rural/urbain					
<u>D86</u>	clients ruraux	70.0%	70.0%	70.0%	70.0%	70.0%
<u>D87</u>	clients urbains	30.0%	30.0%	30.0%	30.0%	30.0%
Indicateurs Sociaux - SR dans la relation avec les employés						
<u>D88</u>	Taux de rétention du personnel	91.1%	92.0%	84.8%	86.0%	84.6%
<u>D89</u>	Taux de rotation du personnel	8.9%	8.0%	15.2%	14.0%	15.4%
<u>D90</u>	Profil des employés selon sexe					
<u>D91</u>	employés féminins	44.8%	44.3%	48.0%	52.0%	52.7%
<u>D92</u>	employés masculins	55.2%	55.7%	52.0%	48.0%	47.3%
<u>D93</u>	Profil des dirigeants selon sexe					
<u>D94</u>	dirigeants féminins	27.3%	18.2%	18.2%	18.2%	18.2%

3. Indicateurs de performances et Normes prudentielles

		Indicateurs		Observation
		31/12/2024	31/12/2023	
Qualité du portefeuille				
Ratio du portefeuille à risque	Encours de crédit ayant une échéance impayée depuis au moins 90 jrs/ Encours brut de crédit	3%	4%	Le taux recommandé par la BNR est de 5%
Ratio de couverture de risque	Provisions pour créances douteuses/ Crédits en souffrance	79%	72%	Les crédits en souffrance sont couverts à 79%
Ratio d'abandon de créance	Montant des abandon de créances/ Encours brut de crédit moyen	0.1%	0.3%	Le taux recommandé est d'au plus 2%
Efficacité et productivité				
Ratio des charges d'exploitation	Charges d'exploitation/ Encours brut de crédit moyen	27%	34%	Pour 100frw de crédit en cours, nous dépansons 27 frw des charges (exclues les dotations aux amortissements)
Rendement du portefeuille	Intérêts, frais et commissions perçues sur le portefeuille de crédit/ Encours brut de crédit moyen	23%	24%	100frw de crédits en cours génèrent les produits en intérêts et commissions de 23 frw
Nombre d'emprunteur par agent de crédit	Nombre d'emprunteur Actifs/ Nombre d'agents Commerciaux	266	307	L'agent commercial gère en moyenne 266 clients
Solde moyen de prêt	Encours brut de crédit/ Nombre de crédits en cours	3,897,446	3,117,272	L'encours moyen de prêt est de 3,897,446 Frw
Gestion bilantielle				
Ratio de portefeuille/Actifs	Encours brut de crédit/ Actifs	72%	78%	Ce taux doit être supérieur à 75%
Ratio de l'actif non productif/Actifs	Actif non productif/Actifs	4%	6%	Ce taux ne doit pas dépasser 10%
Levier financier	Dettes/ Fonds propres net	4	3	
Ratio de placement à la BK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	5%	12%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la BPR	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	33%	16%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'EQUITY BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	4%	8%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'UNGUKA BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	29%	22%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'I&M BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	3%	2%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la GT BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	0%	0%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l' AB BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	34%	0%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la BNR	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	3%	4%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la MTN-MOMO	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	4%	0%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio des emprunts	Total Emprunts/Actif Total	18%	9%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de liquidité	Actif à court terme/ Passif à court terme	62%	36%	Le taux recommandé est de 20%
Ratio des immobilisations	Immobilisations/ Fonds propres nets	22%	25%	Ce taux ne doit pas dépasser 75%
Taux de transformation	Encours brut de crédit/ Encours dépôts	121%	130%	Ce taux ne doit pas dépasser 80%
Ratio des engagements	Encours brut de crédit/ Total Ressources	72%	78%	Ce taux ne doit pas dépasser 80%
Rentabilité et pérennité				
Autosuffisance opérationnelle	Produits/charges d'exploitation	128%	116%	Ce taux doit être supérieur à 100%
Rendement des actifs	Résultat net d'exploitation/ Montant moyen des actifs	6%	4%	Les actifs génèrent un rendement de 6%
Rendement des fonds propres	Résultat net d'exploitation/ Montant moyen des fonds propres net	26%	16%	Les fonds propres nets génèrent un rendement de 26%
Ratio de solvabilité	Fonds propres nets/ Actif	20%	24%	Le taux recommandé est de 12.5%

4. Rapport sur la gouvernance de la société

Le Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc s'engage à respecter les meilleurs principes de gouvernance d'entreprise dans la gestion des opérations d'une société. La banque s'efforce d'assurer le respect de toutes les règles et lois du pays dans la conduite de ses affaires. La banque est administrée dans le but de gagner la crédibilité, de maximiser la valeur pour les actionnaires et de répondre aux attentes des autres parties prenantes. La prise de décision et les pouvoirs sont exercés avec intégrité, responsabilité et transparence.

4.1. Le conseil d'administration

Les administrateurs qui ont siégé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont présentés sur cette page.

Bien que la responsabilité globale de suivi et de contrôle de la performance opérationnelle et financière de RIM Plc incombe au Conseil d'Administration, la gestion quotidienne de la société a été déléguée au Directeur Général.

Réunions du conseil d'administration et participation

Au cours de l'année 2024, sept réunions ont été tenues par le Conseil d'administration et la participation est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombre de présence en réunion
KAGIMBURA Oscar	Président Entrant	7/7
UWASE Béatrice	Vice-Président, Indépendante	4/4
NDATSINZE Félix	Secrétaire	6/7
SAFARI Laurent	Membre	6/7
GAKUBA UWACU Yvonne	Membre, Indépendante	6/7
NDAGIJIMANA Jean	Membre	3/4
TWIZERUMUREMYI Donatien	Membre	4/7
TURIKUMANA Hesron	Membre, Indépendant	4/4
MURAYIRE Médiatrice	Membre, Indépendant	4/4

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Président du conseil.

4.2. Comités du Conseil d'administration

Le Conseil a mis en place divers comités pour l'aider à s'acquitter de son rôle de surveillance des principales activités de RIM Plc. Le conseil examine les rapports et les procès-verbaux des comités et est responsable de leurs décisions et de leurs fonctions.

4.2.1. Comité d'audit

Le comité d'audit et risques du conseil se compose du président, et de deux membres. Son principal objectif est :

- D'aider le conseil à fournir un examen indépendant de l'efficacité du processus de présentation de l'information financière.
- Il aide à maintenir un système de contrôle interne solide et robuste de la microfinance. Il examine et approuve le plan d'audit annuel préparé par l'auditeur interne et supervise son exécution.
- Il recommande la nomination, le renouvellement et la révocation des auditeurs externes et évalue leur indépendance.
- Il garantit l'efficacité et la qualité des services d'audit externe. Il veille à ce que l'auditeur externe reçoive l'assistance voulue de la direction et du personnel pour améliorer la qualité du rapport d'audit.

Le comité d'audit du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Président du Comité. En 2024, les membres du comité d'audit du conseil ont tenu quatre (4) réunions et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
NDATSINZE Félix	Président	4/4
TWIZEYUMUREMYI Donatien	Membre	4/4
TULIKUMANA Hesron	Membre Entrant	2/2
UWASE Béatrice	Membre Entrant	2/2
SAFARI Laurent	Membre Sortant	2/2

4.2.2. Comité de crédits

Le comité de crédits du conseil se compose du Président et de trois membres. Son objectif principal est d'examiner et de superviser la politique globale de prêt de la microfinance. Il identifie les risques de crédit pour minimiser les risques de créances douteuses, Il assiste le conseil dans l'exercice de ses fonctions d'examen de la qualité du portefeuille de prêts ; provisionnement adéquat pour les créances douteuses conformément à la politique de provisionnement approuvée par le conseil, aux normes comptables et aux directives de la Microfinance centrale. Il approuve les prêts au-dessus d'un certain seuil en fonction de la politique de prêt approuvée par le conseil.

Le comité de crédits du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par un administrateur non exécutif.

En 2024, le comité de crédit s'est réuni trois (3) fois et la présence est comme suit :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
NDAGIJIMANA Jean	Président	1/2
UWACU GAKUBA Yvonne	Membre	3/3
UWASE Béatrice	Membre	2/2
SAFARI Laurent	Membre Entrant	2/2
TWIZEYUMUREMYI Donatien	Membre Entrant	1/1

4.2.3. Comité de gestion administrative et des ressources humaines

Le comité de gestion administrative et des ressources humaines est composé du président, et de trois autres membres. Son objectif principal est de faire en sorte que la microfinance dispose des bonnes ressources humaines, aux bons postes avec les bonnes ressources pour piloter les activités de la microfinance avec plus de motivation. De plus, le comité supervise les politiques, les pratiques et le recrutement en matière de rémunération ainsi que la nomination et la rémunération des membres du conseil.

Le comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par un administrateur non exécutif.

En 2024, les membres du comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration ont tenu cinq (5) réunions ordinaires et une extraordinaire et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
SAFARI Laurent	Président	5/5
NDAGIJIMANA Jean	Membre	5/5
TWIZEYUMUREMYI Donatien	Membre Entrant	3/3
MURAYIRE Médiatrice	Membre Entrant	3/3

4.2.4. Comité de gestion des risques et Conformité

En plus des autres tâches et responsabilités que le Conseil d'Administration lui délègue à l'occasion, le Comité de gestion des risques et Conformité a le pouvoir et la responsabilité liés à l'exécution des tâches suivantes :

- (1) Analyse et approbation des états financiers et du budget
- (2) Analyse de liquidité
- (3) Analyse de taux d'intérêts
- (4) Analyse du Capital
- (5) Analyse de marché

En 2024, les membres du Comité de gestion des risques et Conformité ont tenu quatre (4) réunions ordinaires et une extraordinaire et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
UWACU GAKUBA Yvonne	Présidente	4/4
NDATSINZE Félix	Membre	4/4
TULIKUMANA Hesron	Membre Entrant	2/2
MURAYIRE Médiatrice	Membre Entrant	1/2
NDAGIJIMANA Jean	Membre Sortant	3/3

5. Contribution du RIM à la réduction de la pauvreté et à la construction du pays

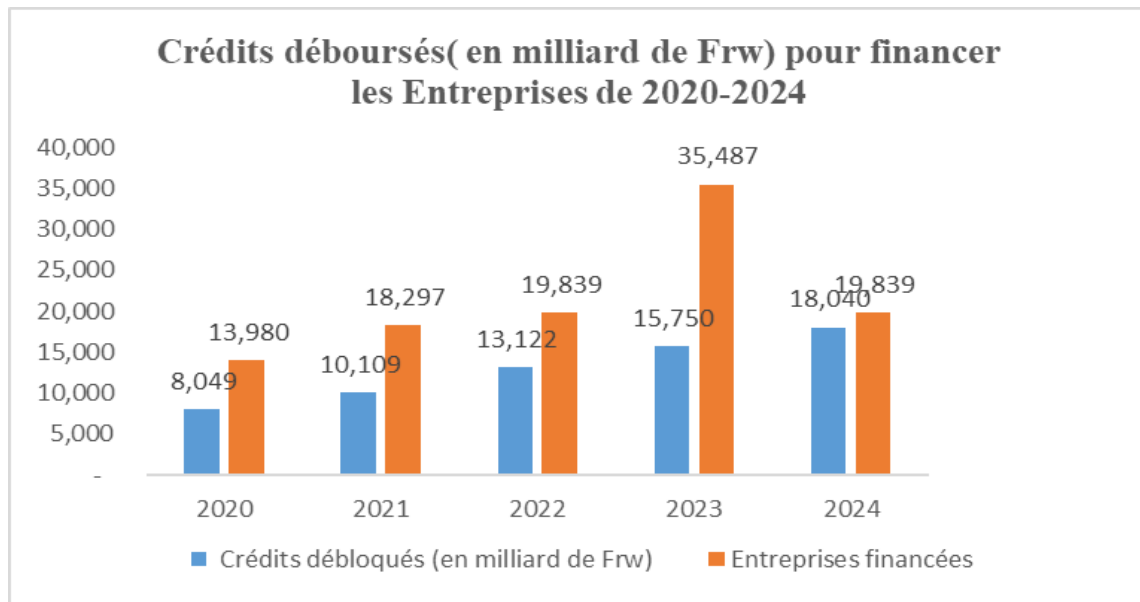
5.1. Formation et Education financière

A part les services d'épargne et crédits offert aux clients, un autre service que RIM Plc a mis à la disposition de ses clients est l'éducation financière. Celle-ci consiste à des séances d'information, de sensibilisation et de formation aux services financiers et à la bonne gestion des activités génératrices de revenu à tous les membres des associations de solidarité financière: ASSOFI (Association de solidarité financière) qui, après la formation reçoivent des financements en crédit basés sur les projets présentés où la garantie est la caution solidaire entre les membres du groupe .



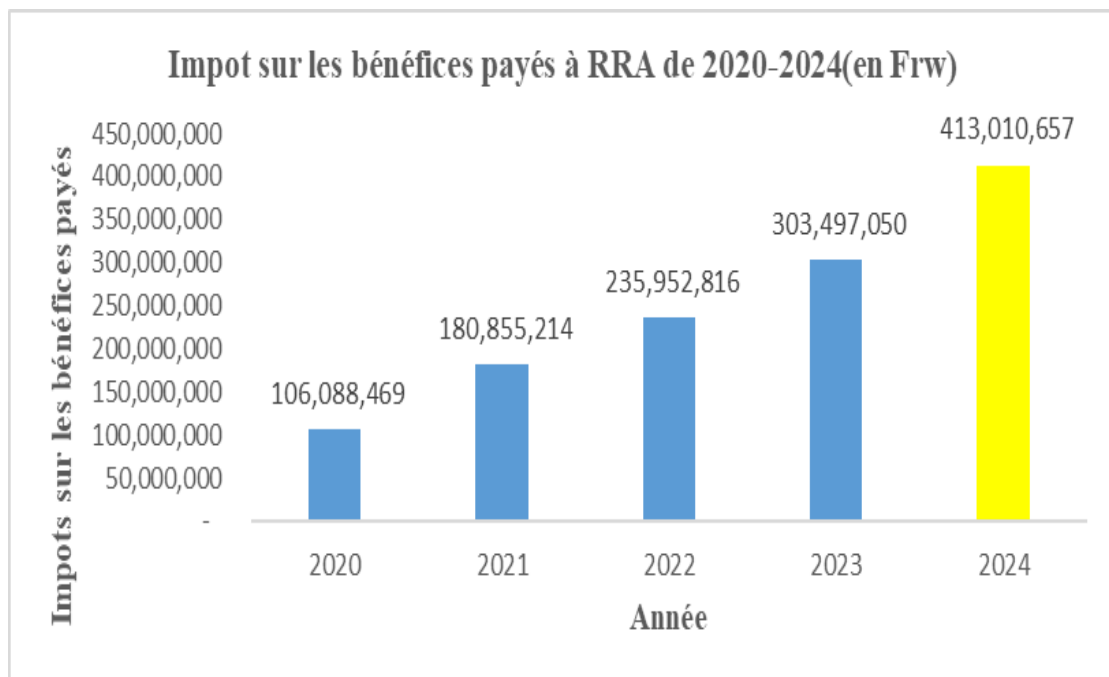
5.2. Financement des projets de différents entrepreneurs

RIM Plc contribue au développement du pays par le financement en crédits des entreprises en vue de créer les emplois. Le graphique ci-après montre le volume des crédits débloqués et le nombre d'entreprises financées de 2020-2024.



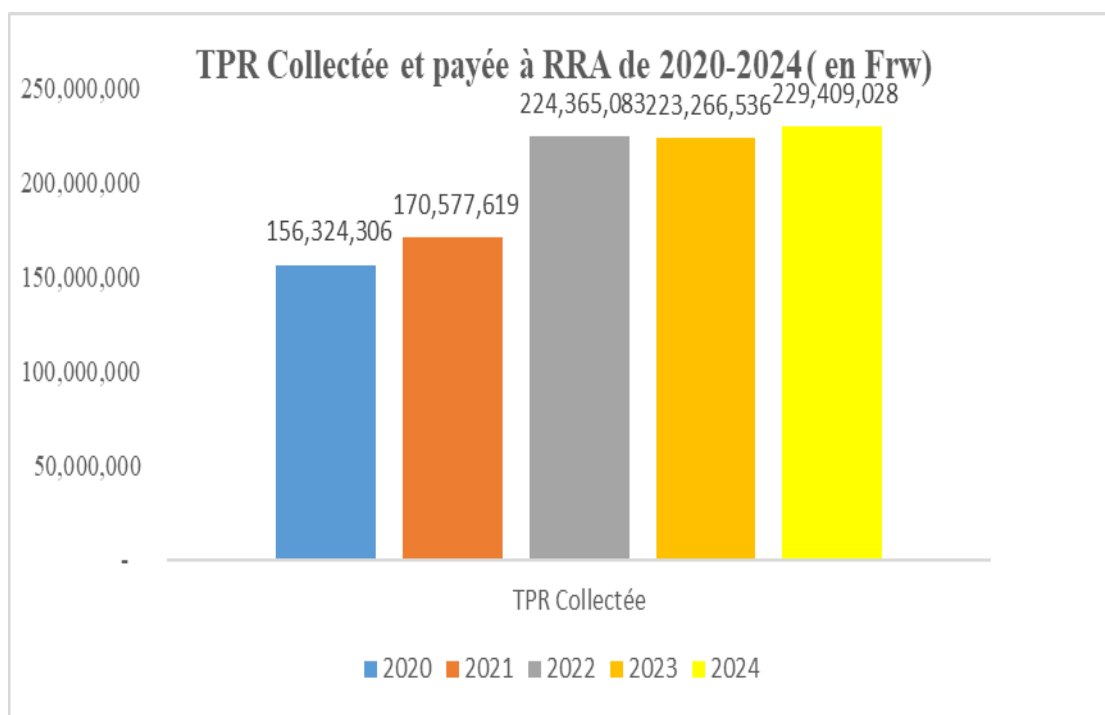
5.3. Contribution au développement du pays par le paiement d'impôts sur les bénéfices

Durant sa croissance, RIM Plc a contribué au développement du pays par le paiement d'impôts sur les bénéfices chaque fois qu'il a réalisé des bénéfices. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de l'impôt sur les bénéfices payés de 2020 à 2024.



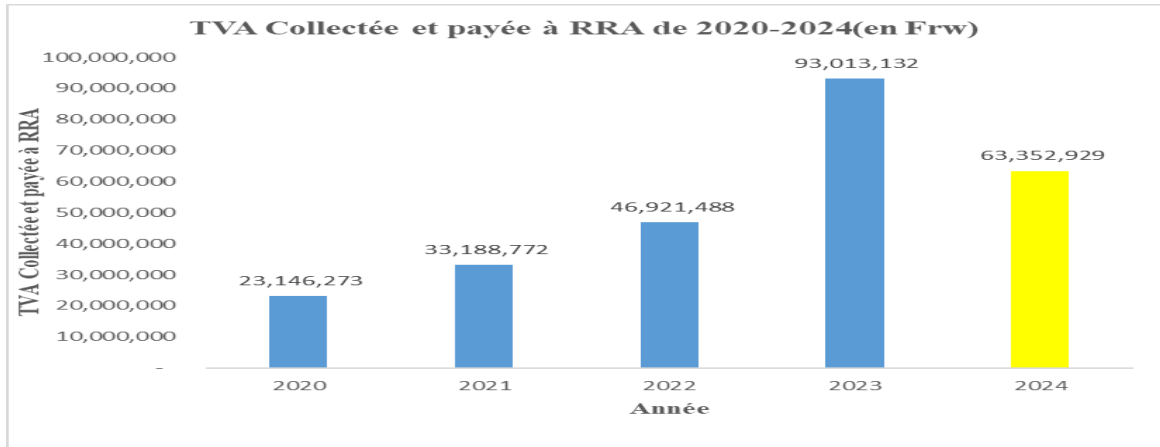
5.4. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe Professionnelle sur rémunération des employés.

Il s'agit de la taxe professionnelle collectée sur la rémunération des employés. Cette taxe est collectée et payée chaque mois lors du paiement des salaires mensuels. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la TPR collectée payée de 2020 à 2024.



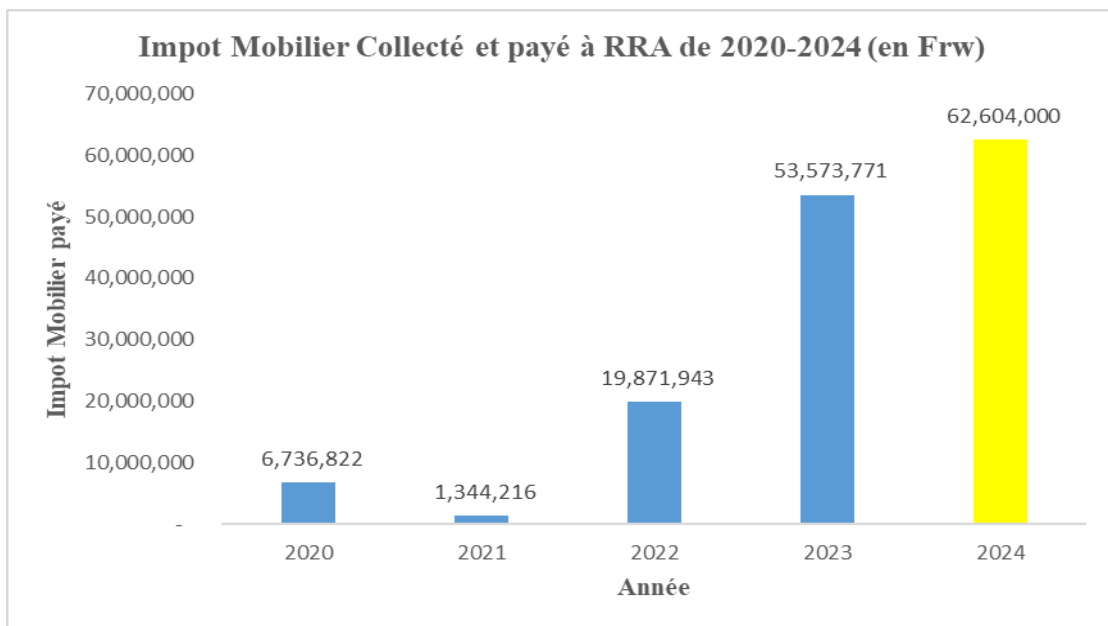
5.5. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est perçue sur les commissions et les frais de dossiers des crédits payés par les clients qui ont reçu ce service de crédits. Cette taxe est collectée et payée chaque mois lors du déboursement des crédits. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la TVA collectée payée de 2020 à 2024.



5.6. Contribution au développement du pays à travers la collecte de l'impôt mobilier

L'impôt mobilier est perçu sur les intérêts payés aux clients qui ont ouvert des comptes de dépôts à terme. Cet impôt est collecté et payé chaque mois lors du paiement des intérêts. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de l'impôt mobilier collecté et payée de 2020 à 2024.



6. Présentation du Président du Conseil d'Administration



Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter, au nom du Conseil d'Administration, le rapport annuel de RIM Plc au cours de l'exercice financier 2024.

Pour rappel, le rôle du Conseil d'Administration est de mettre en place des orientations stratégiques susceptibles de préserver la mission de l'institution et de s'assurer régulièrement de la bonne exécution de la Direction Générale.

Au cours de l'année 2024, les travaux du Conseil d'Administration ont focalisé sur deux points essentiels à savoir : la Gouvernance et le suivi du plan opérationnel 2024.

Cette activité proprement a porté essentiellement sur le renforcement de la Gouvernance et sur le suivi du plan opérationnel 2024 convenu avec la Direction Générale.

6.1. La Gouvernance

S'agissant de la Gouvernance, le Conseil d'Administration s'est attelé à renouveler les organes du Conseil et à mettre à jour les textes de lois en conformité avec les récents règlements de la Banque Nationale du Rwanda en matière de création et de gouvernance des Institutions de Microfinances appelées à collecter les dépôts et à distribuer des crédits au public.

Au début de l'année 2024, le Conseil d'Administration, après s'être rendu compte de la discordance entre les instructions régissant une institution de Microfinance de dépôts et l'état de l'actionnariat de RIM Plc, il a introduit une requête auprès de l'Assemblée Générale des actionnaires sollicitant une révision dans le but de remettre l'institution dans les normes réglementaires en matière de répartition des parts sociales.

Cette démarche a abouti à la restructuration de l'actionnariat de RIM Plc avec l'introduction de Centenary House (Caritas Rwanda) Ltd comme nouvel actionnaire de RIM Plc mais n'a pas résolu le problème de répartition car CARITAS RWANDA a maintenu des parts supérieures aux normes, soit 42% au lieu de 25% maximum requis.

Le Conseil d'Administration a requis, à titre transitoire, une dérogation de gérer ce gap auprès du régulateur qui a accepté moyennant un plan de régularisation.

Les démarches se poursuivent donc auprès des actionnaires pour lever ce suspens dans l'actionnariat.

Dans le but de se conformer au nouveau règlement de la Banque Nationale du Rwanda en matière de gouvernance des institutions de Microfinances de dépôts, les comités du Conseil d'Administration ont été restructurés introduisant notamment le comité de gestion des risques et le comité de crédits rendus obligatoires par le règlement ci haut cité.

Le conseil a aussi procédé à la restructuration du Conseil d'Administration passant le nombre d'administrateurs de 7 à 9 dans le cadre d'accroître la polyvalence au sein du Conseil et en même temps se conformer aux instructions relatives à la proportion des membres du conseil d'administration stipulant que 60% des Administrateurs doivent prouver leur indépendance vis-à-vis de l'institution.

A ce jour, le Conseil d'Administration est constitué de 9 Administrateurs dont 5 sont indépendants.

Les comités sont au nombre de quatre et chaque Administrateur siège au moins dans deux comités.

Le Bureau du Conseil d'Administration a été reconstitué et comprend : le Président, le vice-président et un secrétaire.

Le Président du Conseil d'Administration en a profité pour introduire des compétences spécifiques telles que les spécialistes respectifs en informatique et en Droit.

Au cours de l'année 2024, le Conseil d'Administration a examiné et adopté les amendements proposés par la Direction Générale dans les statuts d'entreprise et dans

la politique de gestion des ressources humaines dans le cadre de se conformer au règlement précité relatif à la gouvernance des institutions de microfinances de dépôts.

Dans le cadre de la politique de motivation des ressources humaines, le Conseil d'Administration a procédé à l'appréciation des avantages statutaires des employés et les a approuvés en entières et a, en plus, majoré les salaires pour adoucir l'effet de l'augmentation des cotisations sociales décidée subitement par l'office rwandais de la sécurité sociale (RSSB) de 6 à 12%.

Le conseil d'administration a enfin examiné et approuvé la politique de dénonciation dans le but d'améliorer le sens de responsabilité et l'épanouissement des employés au lieu de travail.

Le contrôle des opérations a constitué la plus grande préoccupation du Conseil d'Administration suite aux imperfections rapportées du système informatique de gestion en place et au retard dans la livraison du logiciel par le fournisseur.

Le Conseil d'Administration a dû constituer une commission de suivi du projet au côté de la Direction Générale dans le but de forcer le fournisseur à terminer le développement et remettre l'œuvre aux Informaticiens conformément aux clauses du contrat.

Bien que cette action n'ait pas répondu parfaitement aux attentes, certains modules essentiels sont opérationnels et ont permis le fonctionnement et l'établissement des rapports financiers certifiés par les auditeurs externes.

Le système reste malgré tout aux mains de son fournisseur mais les discussions sont en cours pour obtenir un échéancier concret de remise du projet.

En matière de gestion des ressources humaines, le Conseil d'Administration a participé au recrutement respectif des membres du personnel dans les services informatiques et de ceux de gestion des risques.

Le niveau des démissions a souvent fait l'objet des discussions et a conduit à la résolution de recruter une institution spécialisée dans la gestion des ressources humaines pour mener une enquête permettant de comprendre les motifs de départ et recommander une attitude professionnelle de rétention des employés.

6.2. Suivi du Plan opérationnel 2024

Au niveau de la gestion des affaires, le conseil d'administration a pris des résolutions importantes s'inscrivant dans l'optique de la croissance de l'Institution à travers l'analyse trimestriel des indicateurs de gestion.

C'est dans ce cadre qu'au cours de l'année 2024, il a procédé à l'évaluation trimestrielle des activités et des résultats intermédiaires et émis des recommandations conséquentes selon le cas.

En matière de mobilisation des ressources, le Conseil d'Administration a notamment recommandé de travailler activement avec les Délégués des Agences pour améliorer la performance de certaines agences.

Le Conseil d'Administration a émis des recommandations sur l'amélioration de la qualité de service et le développement des produits permettant d'attirer davantage la clientèle.

A ce titre, il a notamment approuvé les nouveaux tarifs applicables aux opérations sur proposition de la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration a aussi approuvé la proposition de prise de financement à long terme pour une valeur globale de Frw2.200.000.000 dans le but non seulement de bénéficier des fonds d'intérêt général prêtés par la Banque Mondiale à travers la Banque Rwandaise de développement mais aussi d'améliorer l'équilibre bilantiel et réduire la prépondérance des ressources à court terme.

En conséquence de cet accompagnement, l'institution a pu atteindre une croissance globale de plus de 20% au cours de l'année 2024 et un bénéfice avant impôt de plus de Frw1.440.000.000 représentant 77% des projections du plan opérationnel de l'année prévues à Frw1.744.000.000.

En perspectives, le Conseil d'Administration continuera le suivi de la mise en œuvre du système informatique et la digitalisation intégrale des services, une des raisons importantes d'attirer une variété des clients dont les plus éloignés et augmenter les revenus importants pour réaliser une bonne croissance.

Abbé KAGIMBURA Oscar

Président du Conseil d'Administration



7. Présentation du Directeur Général



Excellences,

Mesdames et Messieurs

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'activités de la Direction Générale au courant de l'année 2024.

L'objectif assigné était de maintenir la croissance de l'institution et obtenir une augmentation de 10% au moins par rapport à l'année 2023 et préserver la mission de l'institution.

Les piliers principaux d'appui sont les suivants :

- Mobilisation des ressources
- Renforcement de capacité des ressources humaines
- Renforcement du contrôle de gestion

7.1. Mobilisation des ressources

Au niveau de la mobilisation des ressources, la Direction Générale s'est attelée à la collecte des dépôts, à la collecte du portefeuille crédit et à améliorer les produits conformément au plan opérationnel convenu avec le Conseil d'Administration.

Le contexte de mobilisation des dépôts a été particulièrement difficile au cours de l'année 2024 suite non seulement aux ambitions importantes d'augmenter le portefeuille crédit et réaliser un résultat bénéficiaire conséquent, mais aussi à la rareté causée par forte compétition malgré les rapports officiels sur la disponibilité de liquidité dans le secteur financier.

C'est dans ce cadre que nous avons dû procéder à la révision des tarifs des opérations pour alléger la peine des clients à accéder à certains produits et à en attirer d'autres.

La visibilité de l'institution a été repensée et il a été procédé au déménagement de certains guichets pour approcher davantage la clientèle.

Il a été amélioré le service USSD dont les efforts d'augmentation des adhérents est bien remarquable malgré quelques imperfections dues à l'adaptation à la nouvelle technologie.

Le service de compensation au système « RIPPS » a été sensiblement amélioré et a attiré davantage de clients déposants.

Le volume de dépôt a ainsi atteint Frw13.924.756.118 au 31/12/2024 soit une augmentation de 34% par rapport à la situation de l'année précédente arrêtée à Frw10.416.877.283 au 31/12/2023.

La collecte des dossiers crédits a par contre connu une augmentation inférieure de 15% passant de Frw15.750.327.560 au 31/12/2023 à Frw18.040.837.690 au 31/12/2024.

Au cours de l'année 2024, nous avons dû recourir aux ressources de financement au long terme pour une valeur de Frw 2.200.000.000 empruntés à la Banque Rwandaise de Développement.

Les actions de collecte des fonds précitées ont engendré une augmentation du portefeuille crédit de 25% passant de Frw13.525.843.326 au 31/12/2023 à Frw16.891.535.090 au 31/12/2024.

Le résultat avant impôts est passé de Frw906.099.446 au 31/12/2023 à Frw1.444.260.417 au 31/12/2024 soit une augmentation 59%.

Les projections, à notre avis trop, ambitieuses et estimées à Frw 1.744.000.000 n'ont été atteints qu'à 83% suite au ralentissement volontaire connu au cours de l'année dans l'attente du processus de financement et nous conformer aux ratios prudentiels.

Le total du bilan a connu une augmentation de 36% passant de FRW 17.347.863.849 au 31/12/2023 a FRW 23.587.157.749 au 31/12/2024.

7.2. Renforcement de capacité des ressources humaines

Dans la recherche de la performance de l'Institution, il a été procédé à la formation des ressources humaines au cours de l'année 2024. Pour cela, 29 employés ont bénéficié de la formation sur la connaissance de l'Institution.

Tous les employés de RIM Plc ont bénéficié de la formation sur la connaissance du système informatique de gestion en cours par service dans le but non seulement de les familiariser avec cet outil de gestion mais aussi de permettre au fournisseur du logiciel de s'assurer que les utilisateurs maîtrisent l'utilisation proprement dite mais aussi en profiter pour améliorer le contenu compte tenu des observations des employés qui rencontrent les clients et enregistrent leurs doléances en tant que bénéficiaires du produit.

Des formations isolées ont été organisées pour l'intérêt des employés et de l'institution.

C'est dans ce cadre qu'une formation sur la gouvernance et la connaissance de l'Institution a été dispensée aux nouveaux Membres du Conseil d'Administration.

Le responsable de gestion des risques a bénéficié de deux formations relatives à son domaine de travail et au blanchiment d'argents.

Un employé a bénéficié d'une formation diplômante sur la Microfinance qui lui sera dispensée pendant deux ans.

En conséquence de ces formations, les erreurs et imperfections dans les données ont sensiblement diminuées et les employés participent activement dans l'amélioration du système informatique de gestion même si la restitution se fait attendre.

Dans le cadre de la gestion des risques, les politiques relatives au cadre de gestion des risques ont été développées et approuvées.

Le registre des risques a été mis en place et les rapports y afférents font l'objet de discussion et évaluation mensuelle.

La qualité du portefeuille crédit est maîtrisée à bien des endroits. Le portefeuille à risque est néanmoins maintenu globalement à 3% malgré la détérioration dans les crédits aux groupes informels suite aux différentes raisons identifiées et auxquelles nous comptons concentrer au cours de l'année 2025.

Une conséquence malheureuse de la formation de nos employés est leur difficulté de rétention.

Grace à l'encadrement et à la formation qu'ils reçoivent, la plupart des employés sont de plus en plus sollicités par nos confrères du secteur financier. Ce qui nous coûte dans le recrutement et entraîne une forte fréquence à la formation.

Nous repensons encore aux mesures et politiques de rétention plus adéquates dans l'avenir.

7.3. Renforcer le contrôle de gestion

Le contrôle de gestion est parmi nos priorités toutes les années mais continue à rester fragile à cause particulièrement du retard dans l'implantation d'un système informatique de gestion performant malgré son importance en tant qu'outil de gestion par excellence.

Le contrôle manuel reste dépendant du sens de responsabilité et de l'intégrité des employés car le contrôle au deuxième niveau et la supervision requièrent la disponibilité permanente et sont par endroit différées.

Nous travaillons de concert avec le fournisseur du système pour obtenir sa stabilisation.

Entre temps nous travaillons sur la sensibilisation des superviseurs et des auditeurs pour un contrôle plus assidu et fréquent.

En conséquence, les cas de détournement et de tentatives de détournements ont sensiblement diminué et ceux enregistrés sont en majorité effectués par voie externe au système d'exploitation.

Nous avons par contre fait face à la non-conformité dans la transmission des rapports réglementaires à la Banque Nationale du Rwanda au risque d'écopier des sanctions.

Nous travaillons d'arrache-pied pour remédier à cette situation.

7.4. Conclusion

En conclusion nous remercions nos partenaires pour la collaboration franche qui les caractérise.

Nous remercions aussi nos clients pour leur confiance.

Nous remercions enfin nos Administrateurs et à travers eux les actionnaires pour leur confiance et leur encadrement.

GATERA NSANZIMFURA Damien

Directeur Général



8. Synopsis des activités

8.1. Clientèle

Au 31 Décembre 2024, RIM Plc a 261.201 clients dont clients 155.831 individuels, 10.356 clients personnes morales et 95.014 membres de 18 385 ASSOFI. Parmi ces clients, 15 403 clients avaient des crédits en cours au 30 Décembre 2024. Les clients déposants sont 184.572 parmi eux les clients actifs sont 64.813 (35%) dont 57.400 clients individuels, 4.772 ASSOFI et 2.641 personnes morales. Les femmes représentent 43% des clients, 53% sont des hommes tandis que 4% sont des personnes morales.

Evolution de la clientèle du 31 Décembre 2023 au 31 Décembre 2024

Clients	31/12/2023	31/12/2024	Variation	Nouveaux clients
Clients individuels	148,579	155,831	5%	7,252
Assofis	17,840	18,385	3%	545
Membres des Assofis	87,965	95,014	8%	7,049
Personnes morales	9,361	10,356	5%	490
Total de déposants	175,780	184,572	5%	8,792
Total déposants incluant les membres des Assofis	245,905	261,201	6%	15,296
Clients emprunteurs	14,587	15,403	6%	816

Par rapport au 31 Décembre 2023, les clients déposants ont augmenté de 5% et les clients emprunteurs ont augmenté de 6%.

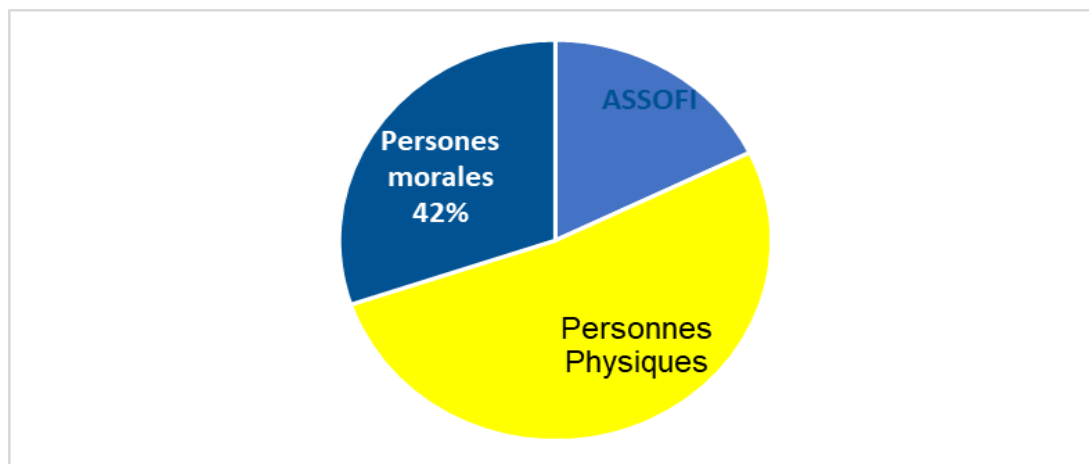
8.2. Composition de dépôts des clients

Au 31 Décembre 2024, les dépôts des clients s'élèvent à 13,925 milliards de francs rwandais et ont enregistré une augmentation de 3,505 milliards soit un taux d'augmentation de 34% par rapport du 31 Décembre 2023. Ces dépôts sont composés des dépôts à vue, les dépôts à terme et les dépôts de garantie et sont constitués par les clients individuels, personnes morales et ASSOFI.

8.2.1 Répartition des dépôts par type de dépôt

Les dépôts sont composés à 66% par les dépôts à vue, 31% par les dépôts à terme et 3% par les dépôts de garantie.

8.2.2. Répartition des dépôts par statut juridique



Les clients individuels ont les dépôts représentant 45% de tous les dépôts, les personnes morales ont une part de 42% et les ASSOFI ont une part de 13%.

8.2.3. Evolution des dépôts des clients en Frw du 31/12/2023 au 31/12/2024

Dépôts en Frw par statut juridique			
Dépôts	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Personnes physiques	5,150,504,283	6,278,890,057	22%
Assofis	2,127,610,041	1,832,159,402	-14%
Personnes morales	3,138,762,959	5,813,706,659	85%
Total	10,416,877,283	13,924,756,118	34%

Types de Dépôts en Frw			
Dépôts	12/31/2023	12/31/2024	Variation
Dépôts à vue	8,021,759,238	9,272,990,073	16%
Dépôts à terme	2,045,745,218	4,315,035,035	111%
Dépôts de garantie	349,372,827	336,731,010	-3%
Total	10,416,877,283	13,924,756,118	34%

Les dépôts des personnes physiques, les dépôts des personnes morales, les dépôts à vue et les dépôts à terme ont augmenté respectivement de 22%, 85%, 16% et 111% par rapport au 31/12/2024. La cause majeure de l'augmentation des dépôts des personnes morales et dépôts à terme est le dépôt du Diocèse Catholique de Cyangugu.

8.3. Crédits

Les crédits octroyés au 31 Décembre 2024 totalisent 18.040.831.690Frw. Ces crédits sont distribués à 56% (10.225 milliards) aux clients individuels, 27% aux ASSOFI (4,801 milliards) et 17% aux personnes morales. L'objectif d'octroyer 21 milliards a été atteint à 86%.

8.3.1. Débloqué (en Frw) par agence

AGENCE	CREDITS DEBLOQUES AU 31 DECEMBRE 2023	OBJECTIF DEBLOQUE 2024	CREDITS DEBLOQUES AU 31 DEC 2024	TAUX DE REALISATION	% DE VARIATION ÷ AU 31/12/2023
KIGALI	5,931,428,178	7,500,000,000	7,265,386,273	97%	22%
GITARAMA	858,368,027	1,200,000,000	1,014,789,450	85%	18%
BUTARE	648,237,621	900,000,000	514,216,320	57%	-21%
GIKONGORO	533,959,300	840,000,000	849,517,400	101%	59%
CYANGUGU	1,130,287,450	1,700,000,000	1,157,680,000	68%	2%
KIBUYE	965,126,547	1,300,000,000	1,025,143,067	79%	6%
GISENYI	593,368,901	1,100,000,000	725,123,000	66%	22%
RUHENGERI	1,129,233,339	1,400,000,000	1,277,565,910	91%	13%
BYUMBA	1,574,247,490	1,800,000,000	1,338,924,000	74%	-15%
NYAGATARE	1,381,099,320	1,800,000,000	1,536,418,220	85%	11%
KIBUNGO	1,004,971,387	1,500,000,000	1,336,074,050	89%	33%
TOTAL	15,750,327,560	21,040,000,000	18,040,837,690	86%	15%

Du 31 Décembre 2023 au 31 Décembre 2024, l'encours brut de crédit en frw a passé de 13,5 milliards à 16,9 milliards, soit une augmentation de 3,4 milliards soit une augmentation de 25%. Ces crédits sont détenus à 66% par les personnes physiques, 15% par les ASSOFI et 19% par les personnes morales.

8.3.2 La répartition de l'encours (en Frw) selon le statut juridique

Crédits	Fin Décembre 2023	Fin Décembre 2024	Variation
Personnes physiques	9,160,349,374	11,087,220,577	21%
Assofis	2,771,965,353	2,593,078,710	-6%
Personnes morales	1,593,528,599	3,211,235,803	102%
Total	13,525,843,326	16,891,535,090	25%

L'encours de crédits aux personnes physiques et aux Personnes morales ont connu une augmentation respectivement de 21% et 102% alors que l'encours des ASSOFI a connu une diminution de 6%.

8.3.3. La répartition de l'encours de crédits en Frw selon l'objet financé :

Crédits	Fin Décembre 2023	Fin Décembre 2024	Variation
Agri-élevage	5,331,384,496	5,905,972,287	11%
Avance sur salaire	404,893,012	429,644,633	6%
Commerce	3,495,536,593	3,612,062,144	4%
Habitat	2,377,245,582	3,162,773,612	33%
Équipement à caractère commercial	1,916,783,643	3,781,082,414	97%
Total	13,525,843,326	16,891,535,090	25%

Du 31 Décembre 2023 au 31 Décembre 2024, les crédits agri-élevage, avance sur salaire, commerce, Habitat, et les crédits équipements à caractère commercial ont connu une augmentation de 11%, 6%, 4%, 33% et 97% respectivement. Les crédits pour l'agri-élevage ont une part de 35% des crédits du RIM, les crédits avance aux salariés ont une part de 3%, les crédits pour le commerce représentent 21%, les crédits pour habitat ont une part de 19% et équipements ont une part de 22%.

8.3.4. Les crédits en souffrance par agence

AGENCE	ENCOURS EFFECTIF DE CREDITS	SOUFFRANCE AU 31/12/2024	PAR (%)
KIGALI	6,848,597,749	95,668,202	1
GITARAMA	948,872,672	45,978,230	5
BUTARE	470,576,606	41,644,698	9
GIKONGORO	562,277,461	4,076,360	1
CYANGUGU	1,202,728,920	42,328,600	4
KIBUYE	1,147,995,182	18,025,749	2
GISENYI	664,465,552	7,953,978	1
RUHENGERI	1,160,131,362	32,552,179	3
BYUMBA	1,433,959,715	111,683,903	8
NYAGATARE	1,184,351,186	43,239,974	4
KIBUNGO	1,267,578,685	86,027,175	7
TOTAL	16,891,535,090	527,179,048	3

Le portefeuille à risque est de 3% au 31 Décembre 2024. Le montant des crédits en souffrance a augmenté de 36 millions, il a passé de 491 millions fin Décembre 2023 à 527 millions fin Novembre 2024. Les motifs de cette augmentation sont la mauvaise gestion des crédits des groupes.

Selon les bénéficiaires de crédits, la catégorie des personnes morales, des personnes physiques et des ASSOFI a un taux de portefeuille à risque de 2%, 2% et 10% respectivement.

Portefeuille à risque- Statut juridique					
	Crédits sains	Crédits en souffrances	Encours effectif	PAR 2024	PAR 2023
Personnes physiques	10,880,561,649	206,658,928	11,087,220,577	2%	4%
Assofis	2,333,140,292	259,938,418	2,593,078,710	10%	5%
Personnes morales	3,150,654,101	60,581,702	3,211,235,803	2%	1%
Total	16,364,356,042	527,179,048	16,891,535,090	3%	4%

8.4. Analyse du risque des crédits au 31 décembre 2024

En générale, la situation globale de notre portefeuille crédits au 31 Décembre 2024 est normale, l'indicateur principal de qualité (PAR) respecte les normes prudentielles, parce que nous sommes à 3%.

8.4.1. Classification du risque des crédits au 31 décembre 2024

AGENCE	SUBSTANDARD: 90 à 179 jrs retard	DOUBTFULL: 180 à 364 jrs retard	LOSS: 365 à 730 jrs retard	TOTAL
KIGALI	10,594,484	29,849,078	53,224,640	93,668,202
GITARAMA	9,699,393	22,345,924	13,932,913	45,978,230
BUTARE	3,324,410	7,308,573	31,011,715	41,644,698
GIKONGORO	823,928	3,060,855	191,577	4,076,360
CYANGUGU	12,232,008	11,789,526	18,307,066	42,328,600
KIBUYE	7,721,497	3,535,703	6,768,549	18,025,749
GISENYI	6,476,947	1,103,791	373,240	7,953,978
RUHENGERI	10,665	24,178,549	8,362,965	32,552,179
BYUMBA	40,215,322	36,873,682	34,594,899	111,683,903
NYAGATARE	27,506,964	8,826,735	6,906,275	43,239,974
KIBUNGO	44,653,746	22,703,888	18,669,541	86,027,175
TOTAL	163,259,364	171,576,304	192,343,380	527,179,048

Le risque de notre portefeuille crédit réside en grande partie dans les crédits des groupes qui occupent pour le moment 49% des crédits en souffrances.

- La part des groupes dans la classe substandard est de 42%, soit 68,850,653Frw
- La part des groupes dans la classe doubtful, est de 43%, soit 73,733,281Frw
- La part des groupes dans la classe loss, est de 61%, soit 117,354,484Frw

L'origine du risque des crédits des groupes :

- Formations insuffisantes : Nous avons des groupes qui ont bénéficié des crédits sans formations suffisantes, cas des agences de Butare, Byumba et Kibungo.
- Détournements : Beaucoup de cas de détournements de crédits causés par l'insuffisance de formation et manque de suivi ont été constatés dans l'agence de Byumba.

- Problèmes des saisons agricoles : Dans l'agence de Kibungo, précisément à Ngoma et Kirehe, les clients agriculteurs ont souffert de la sécheresse.

Stratégies mis en place :

- Tout crédit de groupe est pour le moment transféré au compte de chaque membre, ce qui va atténuer le risque de détournement qui se faisait lors de la répartition sur terrain
- Nous allons encore former le personnel commercial à la gestion des crédits de groupes.

8.4.2. Risque de crédits par guichet au 31 décembre 2024

GUICHET	Encours Total	Crédits en souffrance 90Jrs	PAR 90
ST PAUL	2,396,728,389	27,407,184	1
RULI	375,521,013	4,483,585	1
RULINDO	471,565,501	4,977,983	1
RUTONGO	329,841,195	895,479	0
RWANKUBA	151,446,167	243,009	0
SHYORONGI	338,503,475	2,887,531	1
MASAKA	361,542,106	3,475,394	1
MUSHA	99,914,456	3,242,812	3
NYAMATA	242,453,593	1,244,927	1
RUHUHA	133,629,674	8,323,845	6
RILIMA	212,101,093	1,025,719	0
KIMIRONKO	804,941,622	12,068,635	1
NYABUGOGO	930,409,465	23,392,099	3
KIGALI	6,848,597,749	93,668,202	1
GITARAMA	632,588,678	41,471,586	7
KAMONYI	316,283,994	4,506,644	1
GITARAMA	948,872,672	45,978,230	5
BUTARE	470,576,606	41,644,698	9
GIKONGORO	562,277,461	4,076,360	1
KAMEMBE	498,698,994	17,414,302	3
MWEZI	530,556,206	15,844,646	3
MUSHAKA	90,994,215	3,904,874	4
MASHYUZA	82,479,505	5,164,778	6
CYANGUGU	1,202,728,920	42,328,600	4
KIBUYE	810,930,286	9,051,971	1
NYANGE	337,064,896	8,973,778	3
KIBUYE	1,147,995,182	18,025,749	2

GUICHET	Encours Total	Crédits en souffrance 90Jrs	PAR 90
GISENYI	616,515,960	7,586,328	1
MURAMBA	47,949,592	367,650	1
GISENYI	664,465,552	7,953,978	1
RUHENGARI	896,820,041	25,107,224	3
BYANGABO	263,311,321	7,444,955	3
RUHENGARI	1,160,131,362	32,552,179	3
BYUMBA	1,062,996,485	101,536,273	10
RUSHAKI	207,246,119	3,983,461	2
MUHURA	163,717,111	6,164,169	4
BYUMBA	1,433,959,715	111,683,903	8
NYAGATARE	438,966,721	13,287,027	3
NYARUREMA	158,752,471	6,336,136	4
KIZIGURO	586,631,994	23,616,811	4
NYAGATARE	1,184,351,186	43,239,974	4
KABARONDO	557,210,411	19,548,724	4
GISHANDA	466,309,402	40,749,138	9
KIBUNGO	244,058,872	25,729,313	11
KIBUNGO	1,267,578,685	86,027,175	7
TOTAL	16,891,535,090	527,179,048	3.1

Les guichets de Ruhuha, Gitarama, Mashyuza, Byumba, Gishanda et Kibungo dépassent le PAR recommandé, les procédures de recouvrement commencent par ces guichets.

8.4.2. Risque de crédits par produit au 31 décembre 2024

Nom du produit	Encours total	Crédits en souffrance 90jrs	PAR 90	Part dans le portefeuille
Agriculture	2,914,434,125	221,075,364	8	17
Elevage	2,985,391,670	75,517,962	3	18
Peche	6,146,492	0	0	0
Commerce avancé	3,280,364,159	103,196,263	3	19
Petit commerce	330,895,057	52,864,499	16	2
Artisanat	289,211,045	24,714,327	9	2
Avance sur salaire	149,208,016	8,816,624	6	1
Pret personnel	280,436,617	4,716,487	2	2
Crédit social	1,333,320	0	0	0
Découvert	30,945,104	5,808,163	19	0
Facilité de caisse	351,109,959	18,964,919	5	2
Equipement	3,577,955,635	6,735,500	0	21
Habitat	2,681,300,963	3,966,012	0	16
Warrantage	12,000,000	0	0	0
Zamuka rubyiruko	802,928	802,928	100	0
TOTAL	16,891,535,090	527,179,048	3.1	100

Nous avons 20 produits de crédits subdivisés comme suit selon leur risque :

▪ **5 Produits plus exploités :**

- Equipement qui représente 21% dans le PF
- Commerce avancé qui représente 19% dans le PF,
- Elevage qui représente 18% dans le PF
- Agriculture qui représente 17% dans le PF
- Habitat qui représente 16% dans le PF

Parmi ces produits, à part le produit agriculture dont le PAR est de 8%, les autres qui restent ne sont pas en risque, leur PAR est compris entre 0 et 3%.

Le risque du produit agriculture provient des groupes qui sont mal encadrés, ceux-ci représentent 76% dans le total des crédits en souffrances de ce produit.

▪ **10 produits moins exploités :**

En général, le risque de ces produits est fondé sur leur performance, plus l'encours est petit, plus le retard d'un seul client influence facilement le PAR.

Des cas exceptionnels à signaler sont les suivants :

- **Petit commerce** qui représente 2%, son PAR est 19%.

Le risque de ce produit est totalement concentré dans les groupes des petits commerçants

- **Avance sur salaire** qui représente 1%, son PAR est 6%.

Le risque provient des salariés qui perdent leurs revenus de salaire et deviennent difficilement recouvrables parce que ces crédits n'ont pas d'autres garanties que le salaire.

- **Découvert** qui représente 0%, son PAR est 19%. Il est de même que pour l'avance sur salaire
- **Zamukarubwiruko** qui représente 0%, son PAR est 100%.

Nous sommes en train d'abandonner les crédits aux groupes de jeunes, ceux-ci sont difficiles à gérer à cause de leur instabilité. Nous envisageons la restructuration de ce produit en l'orientant seulement aux produits individuels.

▪ **5 Produits qui ne sont pas exploités :**

- **Girurumuli** : Ce produit sera abandonné
- **Badukamugore** : Ce produit est récemment révisé et donné le nom de BADUKUKORE, on a ajouté aux clients cible les jeunes exerçant le commerce transfrontalier.

- **Microleasing** : Ce produit sera abandonné
- **Ligne de crédit** : Nous attendons son paramétrage dans le système
- **Edufinance** : Ce produit finance les écoles, mais la mobilisation est lente car les écoles ne sont pas de nature à recourir aux crédits, ensuite, un concurrent a développé le produit de même nature aux conditions meilleures que les nôtres. La stratégie envisagée est de créer en parallèle ce produit en dépôt lorsque nous aurons les moyens de le digitaliser ca sera difficile de collecter les dépôts et la demande de crédits sera facile.

8.5. Le résultat de la période

Au 31 Décembre 2024, RIM Plc a un résultat bénéficiaire avant impôts de 1.444.260.417 sur 1.744.000.000 prévu soit un taux de réalisation de 83%. Toutes les agences ont un résultat bénéficiaire au 31/12/2024.

Le résultat par agence est repris dans le tableau ci-après :

AGENCE	RESULTAT AU 31/12/2023	OBJECTIF 2024 AVANT IMPOTS	RESULTAT AU 31/12/2024 AVANT IMPOT	TAUX DE REALISATION ANNUELLE	TAUX DE VARIATION ÷ au 31/12/2023
KIGALI	695,700,287	1,030,000,000	855,210,231	83%	23%
GITARAMA	84,601,818	120,000,000	45,125,405	38%	-47%
BUTARE	48,503,627	90,000,000	46,034,113	51%	-5%
GIKONGORO	41,500,775	75,000,000	35,078,268	47%	-15%
CYANGUGU	103,023,127	150,000,000	129,866,757	87%	26%
KIBUYE	128,926,503	150,000,000	169,326,938	113%	31%
GISENYI	55,131,786	83,000,000	63,401,251	76%	15%
RUHENGARI	121,521,399	160,000,000	136,409,671	85%	12%
BYUMBA	166,033,498	200,000,000	216,574,413	108%	30%
NYAGATARE	136,860,205	180,000,000	169,310,530	94%	24%
KIBUNGO	75,148,444	120,000,000	130,101,029	108%	73%
SIEGE	-750,852,023	-614,000,000	-552,178,189	90%	-26%
TOTAL	906,099,446	1,744,000,000	1,444,260,417	83%	59%

Au 31 Décembre 2024, RIM Plc a un résultat bénéficiaire avant impôt de **1.444.260.417** L'objectif périodique a été réalisé par les agences de Kibuye, Byumba et Kibungo. Le résultat a connu une augmentation de 538 millions soit 59% par rapport au résultat réalisé 2023. Les agences de Gitarama, Butare, Gikongoro sont loin de l'objectif 2024.

9. Etats financiers au 31 décembre 2024

9.1. Compte de résultat au 31 décembre 2024

Description	Notes	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Revenus financiers	1	3,633,774,041	2,989,752,526	22%
Charges financières	2	(357,255,597)	(176,527,405)	102%
Revenus financiers nets		3,276,518,444	2,813,225,121	16%
Frais et Commissions sur crédits	3	431,266,508	462,345,182	-7%
Revenus et Commissions nets		3,707,784,952	3,275,570,303	13%
Charge de dépréciation sur Crédits	4	(53,294,322)	(189,959,057)	-72%
Dépenses opérationnelles	5	(2,556,958,137)	(2,324,363,696)	10%
Résultat d'exploitation		1,097,532,493	761,247,550	44%
Revenus hors exploitation	6	346,727,924	144,851,896	139%
Résultat de l'exercice avant impôt		1,444,260,417	906,099,446	59%
Impôt sur le résultat	7	(413,010,657)	(303,497,050)	36%
Résultat de l'exercice après impôt		1,031,249,760	602,602,396	71%

9.2. Bilan au 31 décembre 2024

ACTIF	Notes	Montant brut (Frw)	Amortissement ou Provision (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Valeurs en caisse et Banque	8	4,311,862,386	-	4,311,862,386	2,510,742,916	72%
Valeurs en caisse		431,226,970		431,226,970	329,732,648	31%
Dépôts bancaires ordinaires		3,880,635,416		3,880,635,416	2,181,010,268	78%
Placement à terme	9	1,600,000,000		1,600,000,000	500,000,000	220%
Intérêts à recevoir	10	64,366,752		64,366,752	50,877,805	27%
Crédits à la clientèle	11	16,947,771,472	415,273,908	16,532,497,564	13,170,017,542	26%
Crédits sains		16,364,356,043		16,364,356,043	13,034,611,983	26%
Crédit en souffrance		527,179,048	415,273,908	111,905,140	135,405,559	-17%
Intérêts courus à recevoir sur crédits		56,236,381	-	56,236,381	-	
Actif Immobilisé	12	2,445,395,698	1,418,595,617	1,026,800,081	1,033,394,744	-1%
Immobilisations Corporelles	12.1	1,835,302,337	1,255,203,322	580,099,015	502,502,726	15%
Immobilisations incorporelles	12.2	307,309,483	163,392,295	143,917,188	63,062,786	128%
Droit au bail	13	281,526,278		281,526,278	456,375,178	-38%
Impot Différé		21,257,600		21,257,600	11,454,054	86%
Autres actifs	14	61,434,512	-	61,434,512	82,830,842	-26%
Débiteurs divers	14.1	9,707,795		9,707,795	45,082,386	-78%
Stocks	14.2	15,990,532		15,990,532	10,577,280	51%
Compte de régularisation	14.3	35,736,185		35,736,185	27,171,176	32%
TOTAL		25,430,830,820	1,833,869,525	23,596,961,295	17,315,693,081	36%

PASSIF	Notes	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Dépôts de la clientèle	15	13,924,754,119	10,416,877,283	34%
Dépôts à vue		9,272,988,074	8,021,759,238	16%
Dépôts et compte à terme		4,315,035,035	2,045,745,218	111%
Dépôts de garantie		336,731,010	349,372,827	-4%
Intérêts courus à payer	16	36,571,015	32,699,333	12%
Opérations avec les établissements financiers		4,173,701,447	1,617,391,758	158%
Emprunts	17	4,156,090,648	1,617,391,758	157%
Intérêts courus à payer sur emprunts BRD	18	17,610,799	1,219,615	1344%
Autres passifs	19	246,050,919	536,410,850	-54%
Obligations locatives	19.1	205,400,894	393,778,565	-48%
Créditeurs divers	19.2	246,050,919	536,410,850	-54%
Compte de régularisation	19.3	110,597,556	93,269,983	19%
Impôt sur les bénéfices à payer	19.4	211,877,197	148,476,694	43%
TOTAL PASSIF		18,908,953,147	13,240,124,081	43%
Fonds propres	20	4,688,008,148	4,107,739,768	14%
Capital souscrit versé	20.1	1,161,700,000	1,161,666,188	0%
Subventions	20.2	182,085,740	775,934,574	-77%
Réserves légales	20.3	2,312,972,648	1,567,536,610	48%
Report à nouveau	20.4	1,031,249,760	602,602,396	71%
TOTAL FONDS PROPRES		4,688,008,148	4,107,739,768	14%
TOTAL PASSIF + FONDS PROPRES		23,596,961,295	17,347,863,849	36%

9.3. Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2024

	31-Dec-24	31-Dec-23
	Frw	Frw
Résultat avant impôt	1,444,260,417	906,099,446
Ajustements pour :		
Dépréciation des immobilisations corporelles	195,062,063	128,028,827
Amortissement de prévision de Crédits à la clientèle	415,273,908	355,825,784
Charge de la période sur droit au bail	174,848,900	169,486,489
Amortissement des actifs incorporels	19,530,682	1,771,943
Ajustement		681,821
Résultat opérationnel avant variations des actifs et passifs opérationnels		1,561,894,310
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :		
Diminution / (augmentation) des prêts à la clientèle	-3,777,753,930	-3,695,188,503
Diminution / (augmentation) des autres actifs	21,396,330	-22,870,987
(Diminution) / augmentation des dépôts des clients	3,507,876,836	1,526,291,621
Intérêts à recevoir	-13,488,947	-11,294,475
Intérêts courus à payer	2,652,067	
Augmentation / (diminution) des autres créditeurs (hors éléments reportés)	-273,032,358	314,285,228
Impôt sur le revenu payé	-359,413,700	-230,619,505
Trésorerie nette utilisée dans les activités d'exploitation	1,357,212,268	-557,502,311
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations corporelles	-272,658,352	-319,459,017
Achat immobilisations (Incorporelles)	-100,385,084	-48,830,094
Ajustements des immobilisations(corporelles)		173,801
Flux de trésorerie nets provenant / (utilisés dans) les activités d'investissement	-373,043,436	-368,115,310
Flux de trésorerie lies a des activités de financement		
Capital souscrit versé	33,812	
Obligation locatives	-188,377,671	-176,107,507
Payments de subvention	-270,234,473	-
Payement de Dividende	-180,780,719	-152,012,394
Augmentation des emprunts financiers	2,556,309,689	838,776,899
Trésorerie nette générée par les activités de financement	1,916,950,638	510,656,998
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2,901,119,470	-414,960,623
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année (au 01 janvier)	3,010,742,916	3,425,703,539
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année	5,911,862,386	3,010,742,916

9.4. Etat des variations des capitaux propres au 31 décembre 2024

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024	Capital social	Report à nouveau	Reserve légale	Total
	Frw	Frw	Frw	Frw
At 01 Janvier 2024	1,161,666,188	602,602,396	1,567,536,610	3,331,805,194
Capital libéré	-			0
Résultat de l'exercice	-	1,031,249,760	-	1,031,249,760
Capital versé par Caritas Rwanda	33,812			33,812
Subvention WCS reclassés dans les réserves			323,614,361	323,614,361
Dividendes à payer aux actionnaires	-	-180,780,719		-180,780,719
Bénéfices non distribués pour l'année précédente (2023)	-	-421,821,677	421,821,677	0
Au 31 Décembre 2024	1,161,700,000	1,031,249,760	2,312,972,648	4,505,922,408

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023	Capital social	Report à nouveau	Reserve légale	Total
	Frw	Frw	Frw	Frw
At 01 Janvier 2023	1,161,666,188	506,707,980	1,212,159,203	2,880,533,371
Résultat de l'exercice	-	602,602,396	-	602,602,396
Dividendes à payer aux actionnaires	-	-152,012,394		-152,012,394
Affectation du report à nouveau 2023	-	-355,377,407	355,377,407	-
Ajustement	-	681,821		681,821
Au 31 Décembre 2023	1,161,666,188	602,602,396	1,567,536,610	3,331,805,194

9.5. Commentaires aux états financiers

Le mois de Décembre 2024 a été caractérisé en général par l'augmentation du volume d'activité en vue de se conformer au plan stratégique 2024-2026.

9.5.1. Compte d'exploitation au 31 décembre 2024

1. Revenus financiers : Augmentation de 22%

Les revenus financiers en général ont connu une augmentation de 22% par rapport à la situation du 31/12/2023. Ils ont passé de 2,9 milliards à 3,6 milliards au 31/12/2024. Ils comprennent les Intérêts reçus des banques commerciales ainsi que les intérêts sur crédits. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Revenus financiers	3,633,774,041	2,989,752,526	22%
Intérêts sur crédits	3,422,842,353	2,799,920,608	22%
Intérêts reçus sur les opérations avec les banques commerciales	210,931,688	189,831,918	11%

1.1. Intérêts reçus sur les opérations avec les banques : Augmentation de 11%

Ils comprennent les intérêts reçus sur les dépôts à terme et les comptes d'épargne auprès des banques commerciales. Ils ont connu une augmentation de 11% par rapport à la situation au 31/12/2023. Ils ont passé de 189,8 millions à 210,9 millions au 31/12/2024. Ils comprennent :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts reçus des établissement financiers	210,931,688	189,831,918	11%
Intérêts sur comptes ordinaires des banques au Rwanda	142,606,599	142,331,918	0%
Intérêts sur comptes et prêts de trésorerie à terme	68,325,089	47,500,000	44%

1.2. Intérêts sur crédits : Augmentation de 22%

Les intérêts sur crédits ont eu une augmentation de 22%. Ils ont passé de 2,7 milliards au 31/12/2023 à 3,4 milliards au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 30/12/2024 (Frw)	Montant net au 30/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts sur crédits	3,422,842,353	2,799,920,608	22%
Interest Overdraft and Treasury Loans	1,616,075,365	1,542,487,593	5%
Interest Equipment Loans	372,847,423	31,246,048	1093%
Interest Consumer Loans	33,911,078	831,593	3978%
Interest Mortgage Loans	296,590,003	258,771,779	15%
Interest Project Loans	795,048,161	822,285,367	-3%
Intérêts courus à recevoir sur les crédits	56,236,381	125,315,041	-55%
Intérêts de retard sur crédits	252,133,942	144,298,228	75%

2. Charges financières : Augmentation de 102%

Les charges financières englobent les intérêts sur les dépôts à terme ainsi que les intérêts sur les emprunts financiers.

Les charges financières ont augmenté de 102% suite à la mobilisation des dépôts à terme et par conséquent des intérêts sur dépôts à terme ainsi que des intérêts payés sur emprunts financiers tel que présenté dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Charges financières	357,255,597	176,527,405	102%
Intérêts sur dépôts	200,647,833	123,950,044	62%
Intérêts sur Emprunts financiers	156,607,764	52,577,361	198%

2.1. Intérêts sur dépôts : Augmentation de 62%

Les intérêts sur dépôts ont augmenté de 62% par rapport à la situation au 31/12/2023. Ils ont passé de 123,9 millions au 31/12/2023 à 200,6 millions au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts sur dépôts	200,647,833	123,950,044	62%
Intérêts sur dépôts à vue	36,485,829	18,803,093	94%
Intérêts sur épargne ZAMUKA	277,414	181,840	0%
Intérêts sur épargne MBIKIRA	10,143,234	5,855,125	73%
Intérêts sur épargne NYUNGURA	64,123,900	18,744,269	242%
Intérêts sur dépôts à terme	89,617,456	80,341,717	12%

2.2. Intérêts sur emprunts financiers : Augmentation de 198%

Les intérêts sur emprunts ont augmenté de 198% par rapport à la situation au 31/12/2023. Ils ont passé de 52,5 millions au 31/12/2023 à 156,6 millions au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts sur Emprunts	156,607,764	52,577,361	198%
Intérêts sur Emprunts financiers		1,434,733	-100%
Intérêts sur Emprunt financier BANCA ETHICA	25,116,732	8,176,920	207%
Intérêts sur Emprunt financier BNR	9,719	52,715	-82%
Intérêts sur Emprunt financier BRD-ENABEL	20,021,920	24,225,010	-17%
Intérêts sur Emprunt financier BRD-AFFIR	46,776,758	7,007,306	568%
Intérêts sur Emprunt financier BRD- CDAT	64,682,635	11680677	454%

3. Commissions et frais sur crédits : Diminution de 7%

Les commissions et frais de dossiers sur crédits ont connu une diminution de 7%. Ils ont passé de 462,3 millions au 31/12/2023 à 431,2 millions au 31/12/2024. Ils comprennent les diverses commissions de service, les frais d'étude de dossiers, commissions sur crédits et autres commissions.

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Frais et Commissions sur crédits	431,266,508	462,398,682	-7%
Commission de service sur crédits	261,254,969	86,495,159	202%
Commission et frais de dossiers sur crédits	100,548,693	236,811,319	-58%
Commission sur fonctionnement de compte (tenue de com	50,517,273	116,225,057	-57%
Commission sur salaires transférés	14,983,713	19,526,307	-23%
Commission sur virements	1,107,900	239,500	363%
Commission sur SMS alerte	2,853,960	3,101,340	-8%

4. Charges de dépréciation sur crédits : Diminution de 72%

Les charges de dépréciation sur crédits ont connu une diminution de 72%. Il s'agit de la différence entre les pertes sur les crédits comprenant les dotations aux provisions des crédits en souffrance, des crédits radiés et les reprises aux provisions ainsi que des recouvrements sur des crédits radiés. Elles ont passé de 189,9 millions en 2023 à 53,2 millions au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau suivant :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Charges de dépréciation sur crédits	53,294,322	189,959,057	-72%
Dotation pour dépréciations des créances sur la clientèle	992,674,811	1,175,145,716	-16%
Perte sur créance irrécupérables couvertes par des dépréciations	18,472,275	36,594,647	-50%
Reprise des provisions des créances sur la clientèle	(933,226,687)	(985,101,749)	-5%
Récupérations sur créances radiés	(24,626,077)	(36,679,557)	-33%

5. Les dépenses opérationnelles : Augmentation de 10%

Les dépenses opérationnelles ont connu une augmentation de 10% par rapport à la situation de Décembre 2023 suite à la hausse des prix sur le marché. Ils ont passé de 2,3 milliards au 31/12/2023 à 2,5 milliards au 31/12/2024. Ces dépenses sont reprises dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Charges d'exploitation	2,556,958,137	2,324,363,696	10%
Coût du Personnel	1,170,689,795	1,124,198,403	4%
Impôts et Taxes	30,275,856	30,449,878	-1%
Loyers et Charges liées aux locaux	426,349,244	387,461,208	10%
Honoraires et Prestation externes	69,388,553	60,556,495	15%
Dotation aux amortissements des immobilisations	201,057,617	105,705,991	90%
Charges bancaires	3,586,541	3,410,390	5%
Autres Charges diverses	655,610,531	612,581,331	7%

5.1. Charges du Personnel : Augmentation de 4%

Les charges du personnel ont connu une augmentation de 4% suite à l'augmentation de salaires et appointements, autres rémunérations du personnel, indemnités de caisse ainsi que les soins médicaux. Elles ont passé de 1,12 milliards au 31/12/2023 à 1,17 milliards au 31/12/2024. Elles comprennent :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Charges du Personnel	1,170,689,795	1,124,198,403	4%
Salaires et appointements	886,814,947	743,062,479	19%
Primes et gratification	99,080,793	183,010,048	-46%
Autres rémunérations du Personnel	75,926,000	64,005,813	19%
Charges sociales	48,728,547	58,757,090	-17%
Charges de formation	11,320,426	40,474,162	-72%
Indemnités de caisse	5,802,000	5,667,750	2%
Soins médicaux (Assurance Maladie)	42,917,082	29,221,061	47%
Frais funéraires	100,000	-	#DIV/0!

5.2. Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont passé de 30,4 millions au 31/12/2023 à 30,2 millions au 31/12/2024. Ils sont composés de :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Impôts et taxes	30,275,856	30,449,878	-1%
Taxe urbaine	119,200	1,645,075	-93%
Patente	7,394,000	4,920,900	50%
Taxe locale	-	3,941,050	-100%
Impôts Mobilier	22,762,656	19,942,853	14%

5.3. Loyers et charges liées aux locaux : Augmentation de 10%

Les charges liées aux locaux ont augmenté de 10% et ont passé de 387,4 millions au 31/12/2023 à 426,3 millions au 31/12/2024 suite à la révision à la hausse des frais des loyers dans certains guichets qui ont été déménagés vers des endroits stratégiques, les frais de gardiennages, les frais d'eau et d'électricité ainsi que les frais d'entretien et réparation. Elles comprennent :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Charges liées aux locaux	426,349,244	387,461,208	10%
Loyers	243,021,240	223,071,899	9%
Frais d'entretien et réparation	8,102,619	6,727,740	20%
Frais d'eau et électricité	24,079,329	21,278,913	13%
Frais de nettoyage	16,770,344	17,493,202	-4%
Frais de gardiennage	134,375,712	118,889,454	13%

5.4. Honoraires et Prestations externes : Augmentation de 15%

Les honoraires et prestations externes ont connu une augmentation de 15%. Elles ont passé de 60,5 millions au 31/12/2023 à 69,3 millions au 31/12/2024 suite à l'augmentation autres honoraires de conseil. Elles comprennent :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Honoraires et Prestations externes	69,388,553	60,556,495	15%
Frais et honoraires liés aux crédits	37,997,075	40,066,816	-5%
Honoraires des C.A.C. et Auditeurs Externes	16,150,000	10,620,000	52%
Autres honoraires de conseil	15,241,478	9,869,679	54%

5.5. Dotations aux amortissements des immobilisations : Augmentation de 41%

Les dotations aux amortissements des immobilisations ont connu une augmentation de 41% et ont passé de 142,2 millions au 31/12/2023 à 201 millions au 31/12/2024.

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Dotations aux amortissements des immobilisations	201,057,617	142,274,694	41%
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporels	6,002,554	26,937,040	-78%
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles d'exploitation	195,055,063	115,337,654	69%

5.6. Charges bancaires : Augmentation de 5%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Autres charges financières et Cio payées	3,586,541	3,408,390	5%
Charges/moyen de paiement	964,978	578,350	67%
Cio de service sur crédit	-	-	0%
Autres charges/Opérations de service	682,303	920,739	-26%
Autres charges sur valeurs et emplois divers	-	-	-
Autres charges bancaires	1,939,260	1,909,301	2%

Il s'agit des charges bancaires payées dans les banques commerciales comprenant les frais de tenue de compte, les frais de transfert, internet Banking, chéquiers et Ordre de paiement, historiques ainsi que les commissions de service sur crédit payées.

5.7. Autres Charges diverses : Augmentation de 12%

Les autres charges diverses ont connu une augmentation de 12% par rapport à 2023 suite à l'augmentation des frais de transport et déplacement, missions et réception, imprimés, carburant, frais d'accès au VPN, frais d'accès au CRB, pénalités et débits ainsi que les frais d'actes et de contentieux non liés aux crédits et ceux du matériel roulant. Elles ont passé de 585,9 millions au 31/12/2023 à 655,6 millions au 31/12/2024. Elles regroupent les autres charges externes et les autres charges générales d'exploitation. Le détail du compte est repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Autres Charges d'exploitation	655,610,531	585,989,672	12%
Autres Charges externes	590,987,145	531,461,720	11%
Transport et déplacement	63,712,362	56,873,302	12%
Mission et réception	49,498,061	40,319,692	23%
Prime d'assurance hors locaux	21,595,975	20,015,722	8%
Publicité et Relations publiques	25,915,404	13,934,475	86%
Imprimés	59,053,770	58,314,816	1%
Carburant	38,024,149	37,225,601	2%
Fournitures de bureau	55,823,854	55,652,416	0%
Frais PTT	58,300,854	49,707,923	17%
Frais d'accès au VPN	103,811,217	90,747,294	14%
Frais d'accès au CRB	55,105,246	54,685,276	1%
Entretien Matériel et Mobilier	38,062,851	26,785,394	42%
Entretien Matériel Roulant	20,895,500	15,259,507	37%
Frais de maintenance du logiciel	1,000,416	10,156,051	-90%
Diverses autres charges externes	187,486	1,784,251	-89%
Autres charges générales d'exploitation	64,623,386	54,527,952	19%
Frais de conseil et d'assemblée	35,933,112	16,753,565	114%
Dons et libéralités	168,000	2,811,249	
Cotisation professionnelles	1,782,384	1,765,915	1%
Frais de Supervision par BNR	2,244,009	100,000	0%
Contribution au DGF	10,275,010	9,106,107	13%
Pénalités et débits	1,255,500	424,467	196%
Frais d'actes et de contentieux non liés aux crédits	555,192	597,850	-7%
Frais de formation des clients	-	-	#DIV/0!
Pertes et Charges Diverses	11,869,915	22,000,004	-46%
Diverses autres charges générales d'exploitation	540,264	968,795	-44%

6. Revenus hors exploitation : Augmentation de 139%

Il s'agit des produits qui ne sont pas issus de l'activité principale du RIM Plc à savoir l'épargne et le crédit. Ils ont passé de 144,8 millions en 2023 à 346,7 millions au 31 Décembre 2024. Le détail du compte est repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Revenus hors exploitation	346,727,924	144,851,896	139%
Ventes des imprimés	76,179,170	30,260,799	152%
Produits Western Union	18,514	131,542	-86%
Produits Money Gramm	670,041	555,485	21%
Produits MOBICASH	-	-	#DIV/0!
Vente de chéquiers	16,600	38,863,610	-100%
Produit sur compte parrainé	2,629	2,925	-10%
Divers autres produits accessoires	75,671,349	45,494,147	66%
Autres produits sur prestations de services	22,371,174	1,136,610	1868%
Autres produits sur valeurs et emplois divers	240,171	1,313,646	-82%
Plus value de cession des immobilisations	7,158,000	330,000	2069%
Reprise des dépréciations des immobilisations	-	-	#DIV/0!
Reprises des subventions d'investissement reçues	141,696,722	-	#DIV/0!
Subventions d'exploitation reçues	22,703,554	26,763,132	-15%

7. Impôt sur le résultat : Augmentation de 36%

L'impôt sur le résultat a connu une augmentation de 36% suite à la hausse du résultat de l'exercice. Il a passé de 303,4 millions en 2023 à 413 millions au 31 Décembre 2024. Le calcul de l'impôt sur les bénéfices est détaillé ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Résultat avant impôt	1,444,260,417	906,099,446	59%
Dépenses non déductibles			
Carburant	7,604,830	7,445,120	2%
Communication	10,047,399	7,181,304	40%
Prime de performance et autres depense non deductibles	-	81,130,136	
Détournement de fond par des employés	11,869,915	22,000,000	-46%
Amendes et pénalités	1,255,500	424,467	196%
Provision des primes de performance des AC en 2023	(40,907,335)		
Constatation du 13e mois et prime sur rendement	75,920,000		
Total des dépenses non déductibles	65,790,309	118,181,027	-44%
Pertes des années antérieures	-	-	
Base taxable	1,510,050,726	1,024,280,473	47%
Impôt de la période avant impot différé	422,814,203	301,166,522	40%
Plus			
Augmentation/Diminution de l'Impot Différé actif	(9,803,546)	2,330,528	-521%
Impôt de la période	413,010,657	303,497,050	36%

3.5.2. Bilan au 31 décembre 2024

Bilan : Augmentation de 36%

La situation financière au 31 Décembre 2024 montre que le total du bilan a connu une augmentation de 36% par rapport à 2023. Il a passé de 17,3 milliards en 2023 à 23,6 milliards en 2024.

8.Valeurs en caisse et Banque : Augmentation de 96%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Trésorerie et opérations avec les établissements financiers	4,311,862,386	2,510,742,916	72%
Valeurs en caisse	431,226,970	329,732,648	31%
Dépôts bancaires ordinaires	3,880,635,416	2,181,010,268	78%

Les avoirs en caisse et en banque ont connu en général une augmentation de 72% et ont passé de 2.5 milliards en Décembre 2023 à 4.3 milliards en Décembre en 2024 suite à l'augmentation des emprunts et des dépôts. Les excédents de liquidités qui n'étaient pas utilisés ont été placés une partie à terme et l'autre partie sur le compte d'épargne en attendant qu'ils soient investis en crédits.

9.Placement à terme : Augmentation de 220%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Placement à terme	1,600,000,000	500,000,000	220%

Il s'agit d'un dépôt à terme placé auprès de la Banque Commerciale dans le cadre de se conformer à la réglementation qui demande de garder au moins 50% des dépôts à terme des clients sur les comptes bancaires ou en bons de trésor. Il a connu en général une augmentation de 220% et a passé de 500 millions en Décembre 2023 à 1,6 milliards en Décembre en 2024 suite au placement à terme additionnel de 1,1 milliard à l'AB Bank Rwanda.

10. Intérêts courus à recevoir: Augmentation de 27%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts à recevoir	64,366,752	50,877,805	27%

Il s'agit des intérêts courus à recevoir sur les dépôts à terme auprès des banques commerciales. Ils ont connu une Augmentation de 27% en 2024 par rapport à la situation du 31 Décembre 2023.

11. Crédits à la clientèle : Augmentation de 22%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Crédits à la clientèle	16,891,535,091	415,273,908	16,476,261,183	13,525,843,326	22%
Crédit de Campagne et financement de stocks	12,000,000		12,000,000	42,994,202	-72%
Crédits Commerce	3,455,198,454		3,455,198,454	3,339,506,203	3%
Crédit Agri-élevage	5,609,378,961		5,609,378,961	5,114,318,892	10%
Crédit Artisanat	264,496,718		264,496,718	216,120,329	22%
Autres crédits à l'équipement	3,571,220,136		3,571,220,136	1,949,180,710	83%
Prêts Personnels	275,720,130		275,720,130	196,418,362	40%
Avances aux Salariés	140,391,392		140,391,392	137,540,706	2%
Facilité de caisse	332,145,040		332,145,040	121,672,052	173%
Crédits sociaux	26,470,261		26,470,261	45,644,504	-42%
Crédits à l'habitat	2,677,334,951		2,677,334,951	1,871,216,023	43%
Crédits en souffrance	527,179,048	415,273,908	111,905,140	491,231,343	-77%

Les crédits nets à la clientèle ont connu une augmentation de 22% et ont passé de 13,5 milliards au 31/12/2023 à 16,4 milliards au 31/12/2024.

12. Immobilisations : Augmentation de 28%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Actif Immobilisé	2,142,611,820	1,418,595,617	724,016,203	565,565,512	28%
Immobilisations Corporelles	1,835,302,337	1,255,203,322	580,099,015	502,502,726	15%
Immobilisations incorporelles	307,309,483	163,392,295	143,917,188	63,062,786	128%

Les immobilisations nettes (déduites des amortissements) ont connu une augmentation de 28%.

Elles ont passé de 565,5 millions au 31/12/2023 à 724 millions au 31/12/2024.

12.1. Immobilisations corporelles : Augmentation de 15%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Immobilisations corporelles	1,835,302,337	1,255,203,322	580,099,015	502,502,726	15%
Immobilisation corporelles en cours	7,937,857		7,937,857	27,885,480	-72%
Mobilier et matériel de bureau	480,792,387	315,120,259	165,672,128	126,756,177	31%
Matériel informatique	649,303,874	402,197,075	247,106,799	169,002,155	46%
Matériel roulant	248,711,224	230,824,949	17,886,275	47,522,499	-62%
Agencement, Constructions	331,181,689	204,364,605	126,817,084	119,054,715	7%
Coffre-Fort	42,200,275	40,378,510	1,821,765	2,429,049	-25%
Groupe Électrogène	75,175,031	62,317,924	12,857,107	9,852,651	30%

Les immobilisations corporelles nettes (déduites des amortissements) ont connu une augmentation de 15%. Elles ont passé de 502,5 millions au 31/12/2023 à 580 millions au 31/12/2024.

12.2. Immobilisations incorporelles : Augmentation de 128%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Immobilisations incorporelles	307,309,483	163,392,295	143,917,188	63,062,786	128%
Immobilisations incorporelles	307,309,483	163,392,295	143,917,188	63,062,786	128%

Les immobilisations incorporelles nettes (déduites des amortissements) ont connu une augmentation de 128%. Elles ont passé de 63 millions au 31/12/2023 à 119,8 millions au 31/12/2024.

13. Droit au bail : Diminution de 38%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Droit au bail	281,526,278	456,375,178	-38%

Il s'agit de la constatation des loyers à payer pendant trois ans pour les guichets qui ont des contrats de location de plus d'une année dans le cadre de mettre en application l'IFRS16. Ils ont connu une Diminution de 38% et ont passé de 456,3 millions au 31/12/2023 à 281,5 millions au 31 Décembre 2024.

14. Autres actifs : Diminution de 26%

Les autres actifs sont constitués de débiteurs divers, stocks des imprimés ainsi que de comptes de régularisation d'actif. Ils ont connu une diminution de 26% et ont passé de 82,8 millions au 31 Décembre 2023 à 61,4 millions au 31 Décembre 2024.

14.1. Les débiteurs divers : Diminution de 78%

Les débiteurs divers ont connu une diminution de 78%. Ils ont passé de 45 millions au 31/12/2023 à 9,7 millions au 31 Décembre 2024.

Le détail de ce compte est repris dans le tableau ci-après :

No	Intitulé	Montant
1	Débiteurs divers Western Union reçus	588,330
2	Débiteurs divers Money Gramm reçus	400,707
3	Autres débiteurs divers	8,718,758
	Total	9,707,795

14.2. Stocks : Augmentation de 51%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Stocks	15,990,532	10,577,280	51%
Stock des fournitures de bureau	10,557,054	6,552,448	61%
Stock des imprimés	5,433,478	4,024,832	35%

Il s'agit du stock des imprimés et fournitures de bureau qui n'étaient pas encore consommés à la fin du mois. Il a passé de 10,5 millions au 31/12/2023 à 15,9 millions au 31/12/2024.

14.3. Les comptes de régularisation actif : Augmentation de 32%

Les comptes de régularisation actif ont connu une augmentation de 32% par rapport à la situation du 31/12/2023. Ils ont passé de 27,1 millions au 31/12/2023 à 35,7 millions au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant(en Frw)
Assurance Transport de Fonds	2,622,548
Assurance Moto	8,512,177
Assurance Véhicule	2,374,052
Frais d'entretien et repartation du materiels informatique de RIM PLC	21,937,668
Umusanzu w'umutekano	10,000
Frais de taxes locales de gishanda	120,000
Déficits de caisses non encore remboursés	159,740
Total	35,736,185

15. Dépôts de la clientèle : Augmentation de 34%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Dépôts de la clientèle	13,924,754,119	10,416,877,283	34%
Dépôts à vue	9,272,988,074	8,021,759,238	16%
Dépôts et compte à terme	4,315,035,035	2,045,745,218	111%
Dépôts de garantie	336,731,010	349,372,827	-4%

Les dépôts de la clientèle ont connu une augmentation de 34%. Ils ont passé de 10,4 milliards au 31/12/2023 à 13,9 milliards au 31/12/2024.

16. Intérêts courus à payer : Augmentation de 12%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts courus à payer	36,571,015	32,699,333	12%
Intérêts courus à payer sur dépôts à terme	36,571,015	32,699,333	12%

Il s'agit des intérêts à payer qui ont été calculés sur les dépôts à terme non encore échus. Ils ont connu une augmentation de 12% et ont passé de 32,6 millions au 31/12/2023 à 36,5 millions au 31/12/2024.

17. Emprunts : Augmentation de 157%

Il s'agit de l'emprunt contracté auprès de la BANCA ETHICA, celui contracté auprès de la BNR, celui de la BRD-ENABEL pour financer les projets de d'élevage de porcs, de poules, celui de la BRD –AFFIR pour financer les entreprises œuvrant dans la transformation, l'urbanisation, ainsi que celui de la BRD-CDAT équivalente à 1,7 milliards pour financer les projets d'agri-élevages.

Ils ont connu une augmentation de 157% par rapport à la situation au 31 Décembre 2023. Ils ont passé de 1,6 millions au 31/12/2023 à 4,1 milliards au 31/12/2024.

Le détail est repris ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Emprunts financiers	4,156,090,648	1,617,391,758	157
Emprunt financier auprès de la BANCA ETHICA	-	53,064,960	-100
Emprunt financier auprès de la BNR	-	2,960,109	-100
Emprunt financier BRD- ENABEL	284,422,020	361,366,689	-21
Emprunt financier BRD-AFFIR	2,200,000,000	200,000,000	1000
Emprunt financier BRD- CDAT	1,671,668,628	1,000,000,000	67

18. Intérêts courus à payer sur emprunts financiers : Augmentation de 1344%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Intérêts courus à payer sur les Emprunts financiers	17,610,799	1,219,615	1344%
Intérêts courus à payer sur Emprunt financier auprès de la BANCA ETHICA	-	1,219,615	
Intérêts courus à payer sur Emprunt financier BRD-CDAT	8,788,881	-	#DIV/0!
Intérêts courus à payer sur Emprunt financier BRD-AFFIR	8,821,918	-	#DIV/0!

Il s'agit des intérêts à payer qui ont été constatés sur les emprunts financiers avant leur paiement effectif, afin de respecter le principe de la comptabilité d'engagement. Ils ont connu une augmentation de 1344% et ont passé de 1.2 millions au 31/12/2023 à 17,6 millions au 31/12/2024.

19. Autres passifs : Diminution de 35%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Autres passifs	764,123,020	1,171,936,092	-35%
Obligations locatives	205,400,894	393,778,565	-48%
Créditeurs divers	246,050,919	536,410,850	-54%
Compte de régularisation	110,597,556	93,269,983	19%
Impôt sur les bénéfices à payer	202,073,651	148,476,694	36%

Les autres passifs ont connu une diminution de 35% par rapport à la situation au 31/12/2023. Ils ont passé de 1,1 milliard au 31 Décembre 2023 à 764,1 millions au 31/12/2024 suite à l'introduction des obligations au bail relatives à la mise en application de l'IFRS16. Ils comprennent les obligations locatives, les créiteurs divers et les comptes de régularisation passif.

19.1. Obligations locatives : Diminution de 48%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Obligations locatives	205,400,894	393,778,565	-48%

Au 31 Décembre 2020, RIM Plc a introduit des obligations au bail relatives à la mise en application de l'IFRS16 issus des recommandations de l'audit antérieur et ces obligations locatives ont été calculées sur trois ans au 31 Décembre 2024. Elles ont passé de 393,7 millions au 31 Décembre 2023 à 205,4 millions au 31 Décembre 2024.

19.2. Créiteurs divers : Diminution de 54%

Les créiteurs divers ont connu une diminution de 54% par rapport à la situation au 31 Décembre 2023. Ils ont passé de 536,4 millions au 31/12/2023 à 246 millions au 31/12/2024. Le détail est repris dans le tableau suivant :

No	Intitulé	Montant(en Frw)
1	TVA	6,438,654
2	TPR	17,591,016
3	Contribution à la MUSA	295,403
4	Impôts mobilier collectée	10,173,429
5	Créiteurs divers Western Union Envoie	480,112
6	Sécurité sociale	6,743,500
7	RSSB Assurance maladie	8,875,174
8	Autres organismes de prévoyances (SANLAM, PRIME LIFE)	6,241
9	Créiteurs divers GRANT ENABEL	18,713,615
10	Créiteurs divers JYAMBERE	18,750,004
11	Divers autres créiteurs	157,983,771
	Total	246,050,919

19.3. Compte de régularisation passif : Augmentation de 19%.

Les comptes de régularisation passifs ont connu une augmentation de 19%. Ils ont passé de 93,2 millions au 31/12/2023 à 110,5 millions 31/12/2024. Le compte englobe les charges à payer, ainsi que les excédents de caisse. Le détail est repris dans le tableau suivant:

No	Intitulé	Montant (en Frw)
1	Constatation de Prime sur rendement	75,920,000
2	Constatation des Frais d'Interconnexion MTN 12/2024	627,378
3	Constatation des frais de consultation additionnelle sur CRB /Mois de dec 2024	3,387,936
4	Constatation honoraires d'audit des Etats Financiers 2024	10,620,000
5	Construction & Cablage du guichet de NYARUREMA et RILIMA	136,376
6	Constatation de frais d'assurance du vehicule RAD 712V mois de novembre et decembre 2024	292,998
7	Constataion des frais de gardiennage Mois de Decembre 2024	12,927,600
8	Constatation de CUG MTN Decembre 2024	524,923
9	Indemnités de caisses à payer	5,854,500
	S/Total Charges à payer	110,291,711
10	Excédents de caisses	305,845
	Total compte de régularisation	110,597,556

19.4 Impôt sur les bénéfices à payer : Augmentation de 43%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)
Impôt sur les bénéfices des sociétés	413,010,657	301,166,522
Moins prépaiement	-210,937,006	-152,689,828
Impot différé	9,803,546	
Impôt créditeur	211,877,197	148,476,694

Il s'agit des Impôt sur les bénéfices à payer qui ont été calculés sur le résultat de l'exercice. Ils ont connu une augmentation de 43% et ont passé de 148,4 millions au 31/12/2023 à 211 millions au 31/12/2024.

20.Fonds propres nets : Augmentation de 14%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Fonds propres	4,688,008,148	4,107,739,768	14%
Subventions	182,085,740	775,934,574	-77%
Report à nouveau	1,031,249,760	602,602,396	71%
Capital souscrit versé	1,161,700,000	1,161,666,188	0%
Réserves légales	2,312,972,648	1,567,536,610	48%

Les fonds propres nets ont connu une augmentation de 14%. Ils ont passé de 4,1 milliards au 31/12/2023 à 4,6 milliards au 31/12/2024 suite à l'amélioration du résultat de 2024.

20.1. Le capital social

Actionnaires	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %	Répartition des actions
CARITAS RWANDA	480,400,000	418,766,188	15%	41,4%
SANLAM Assurance Plc	-	167,300,000	-100%	
Diocese GIKONGORO	107,000,000	89,900,000	19%	9,2%
Diocese BUTARE	98,100,000	85,600,000	15%	8,4%
Archidiocèse KIGALI	88,100,000	74,400,000	18%	7,6%
Diocese BYUMBA	80,600,000	71,700,000	12%	6,9%
Diocese KABGAYI	70,300,000	59,700,000	18%	6,1%
Diocese RUHENGERRI	62,200,000	56,000,000	11%	5,4%
Diocese NYUNDO	70,400,000	58,000,000	21%	6,1%
Diocese KIBUNGO	48,600,000	45,200,000	8%	4,2%
Diocese CYANGUGU	35,100,000	35,100,000	0%	3%
CENTENARY HOUSE LTD	20,900,000	-	#DIV/0!	1,8%
Total	1,161,700,000	1,161,666,188	0%	100%

Le capital social a connu une augmentation de 33,812 frw suite à CARITAS RWANDA a décidé d'augmenter son capital en investissant une somme supplémentaire de 33,812 Frw. Cette décision a porté le capital social de l'institution à 1,161,700,000 Frw. Les actions ont changé par rapport à la situation au 31/12/2023 suite à la vente des actions par SANLAM ASSURANCE Plc. Il a cédé ses actions aux actionnaires existants et au CENTENARY HOUSE LTD.

14.2. Les subventions : Diminution de 77%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Subventions d'investissement reçues	140,763,740	-	
Subvention d'investissement UNDP/UNCDF	37,207,531	21,807,531	71%
Subvention reçue à affecter TROCAIRE	4,114,469	4,114,469	0%
Fonds de crédits World Vision Rwanda	-	426,398,213	-100%
Fonds de crédits WCS	-	323,614,361	-100%
Total	182,085,740	775,934,574	-77%

Il s'agit des subventions d'exploitation BRD, des subventions d'investissement UNDP/UNCDF ainsi de subventions d'investissement TROCAIRE Les subventions ont connu une diminution de 77% suite à la remise des fonds de World Vision Rwanda et à la réaffectation du solde restant sur le même fonds et celui de WCS. Ils ont passé de 775,9 millions au 31/12/2023 à 182 millions au 31/12/2024.

14.3. Réserves légales : Augmentation de 48%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Réserves légales	2,312,972,648	1,567,536,610	48%

Il s'agit des réserves légales constituées suite à la décision de l'Assemblée Générale d'affecter tous les reports à nouveau dans les réserves légales pour renforcer les fonds propres de l'institution. Elles ont passé de 1,5 milliards au 31/12/2023 à 2,3 milliards au 31 Décembre 2024 soit une augmentation de 48% due à la réaffectation du Fond de crédit WCS dans les réserves légales.

14.4. Le report à nouveau : Augmentation de 71%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2023 (Frw)	Variation en %
Report à nouveau	1,031,249,760	602,602,396	71%

Le report à nouveau a connu une augmentation de 71% suite à l'amélioration du résultat de l'exercice 2024. Il a passé de 602,6 millions au 31 Décembre 2023 à 1 milliard au 31 Décembre 2024.

10. Rapport du Commissaire aux Comptes

10.1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 Décembre 2024, le compte d'exploitation, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes explicatives, y compris le résumé de principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent, dans tous leurs aspects significatifs, une image sincère et fidèle de la situation financière du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) au 31 Décembre 2024, ainsi que la performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et ainsi qu'aux dispositions requises par la loi N°007/2021 du 05/02/2021 régissant les sociétés commerciales, Règlement n° 02/2009 relatif à l'organisation de l'activité de microfinance et Loi n° No 072/2021 OF 05/11/2021 portant organisation de l'activité de micro finance

10.2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section 6 du présent rapport intitulée « les responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de RIM conformément au Code de la déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales comptable (le Code IESBA) ainsi qu'aux règles qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Rwanda et nous nous sommes acquittés des responsabilités qui nous incombent selon ces règles et le Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants (les preuves comptables ainsi que d'autres pièces justificatives) que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion indépendante sur les états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc.

10.3. Responsabilités du Conseil d'administration pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers qui présentent une image sincère et fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), des pratiques comptables en vigueur au Rwanda, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers qui n'ont pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au conseil d'administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les problèmes relatifs à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de l'organisation.

10.4. Responsabilités de l'auditeur

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble n'ont pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de fournir un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspondant à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISAs) permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont raisonnables de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celles-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISAs), nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations ultérieures pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons au Conseil d'Administration notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute faiblesse importante du contrôle interne que nous aurions relevées au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les anomalies communiquées au Conseil d'Administration, nous déterminerons qu'elles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : Ce sont les anomalies importantes de l'audit.

Nous décrivons ces anomalies dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminerons que nous ne devrions pas communiquer une anomalie dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette anomalie dépassent les avantages pour l'intérêt public.

10.5. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

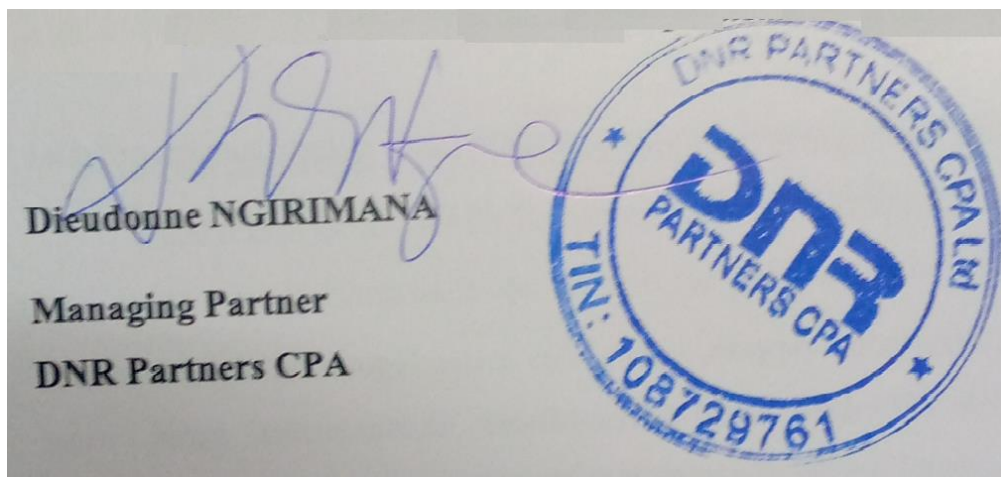
La Loi n ° 007/2021 du 05/02/2021 relative aux sociétés exige que, dans le cadre de notre audit, nous examinons et vous rendions compte des points suivants. Nous confirmons que :

- Il n'y a aucune circonstance qui puisse menacer notre indépendance en tant qu'auditeur du Réseau Interdiocésain de Microfinance ;
- Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui au mieux de notre connaissance et croyance sont nécessaires aux fins de notre audit ;
- A notre avis, les livres comptables ont été tenus par le Réseau Interdiocésain de Microfinance telle qu'il ressort de nos vérifications de ces livres, l'état de la situation financière et l'état du résultat global sont en accord avec les livres comptables.
- Nous n'avons pas de relation d'intérêts et des dettes envers le Réseau Interdiocésain de Microfinance.

Nous avons communiqué au Conseil d'administration du Réseau Interdiocésain de Microfinance, par le biais d'une lettre de contrôle interne et de gestion, les faiblesses de contrôle interne identifiées dans le cadre de notre audit, y compris nos recommandations relatives à ces faiblesses

Selon les informations et les explications qui nous ont été fournies en tant qu'auditeur externe du Réseau Interdiocésain de Microfinance, comme le montrent les documents comptables et autres pièces justificatives de l'institution, les états financiers ont été préparés conformément aux articles 121 « Normes à suivre pour la préparation du bilan » et 123 « Exigences relatives aux comptes annuels particuliers » de la loi sur les sociétés.

L'Associé responsable de l'audit ayant donné lieu au présent rapport de l'auditeur indépendant est Dieudonné NGIRIMANA, avec licence de l'ICPAR (Rwanda) : No PC/CPA0436/0113.



Annexes

RIM Plc		
Period	: 31-Dec-2024	
Report	: Capital Adequacy Ratio Computation	
Line Code	Description	Amount (Frw)
I. CORE CAPITAL (Tier1)		
CAR01	Paid-up shares	1,161,700,000
CAR02	Share premium	0
CAR03	Prior years' retained earnings	2,312,972,648
CAR04	Net Profit of the period After tax (50% for unaudited Year-to-date profit)	1,031,249,760
CAR05	All disclosed reserves (other comprehensive income and other disclosed reserves)	0
CAR06	Permanent grants or subsidies	182,085,740
CAR07	Core capital	4,688,008,148
CAR08	Deductions:	
CAR09	Goodwill and other intangible assets	143,917,188
CAR10	Current financial year's losses	0
CAR11	Deficiencies in provisions for losses	0
CAR12	Other deductions that may be determined by the Central Bank	
CAR13	Total deductions	143,917,188
CAR14	Total Core capital "Tier 1" (Line CAR07 less Line CAR13)	4,544,090,960
II. SUPPLEMENTARY CAPITAL (Tier2)		
CAR15	Revaluation reserves (up to 25%)	0
CAR16	Hybrid capital instruments	0
CAR17	Subordinated debts	0
CAR18	Total supplementary capital	0
III. CAPITAL ADEQUACY RATIO		
CAR19	Total capital (core capital + supplementary capital) (Line CAR14 + Line CAR18)	4,544,090,960
CAR20	Total RISK WEIGHTED ASSETS	17,386,454,797
CAR21	Core capital / Risk weighted assets (Tier 1 Capital Ratio)	26.1%
CAR22	Minimum capital required (10%)	1,738,645,480
CAR23	AVAILABLE	4,544,090,960
CAR24	DEFICIENCY	0
CAR25	Total capital/ Risk weighted assets (Total Capital Adequacy Ratio)	26.1%
CAR26	Minimum capital required (12.5%)	2,173,306,850
CAR27	AVAILABLE	4,544,090,960
CAR28	DEFICIENCY	0

Report	: Risk Weighted Assets			
Line Code	Description (A)	Amount in Frw per Balance Sheet	Risk Weighted (C)	Required Capital (D=B*C)
CAR01	1. ASSETS COMMITMENTS	23,369,998,223		17,386,454,797
CAR02	10. cash in hand	431,226,970	0%	0
CAR03	11. Balances with Central Bank	148,437,378	0%	0
CAR04	121. Due from banks in Rwanda	3,732,198,038	20%	746,439,608
CAR05	122. Due from other financial institutions	0	20%	0
CAR06	123. Due from assimilated banks and other FI in Rwanda	0	20%	0
CAR07	124. Postal account	0	20%	0
CAR08	125. Due from central banks, banks and other FI abroad	0	20%	0
CAR09	131. Overnight reverse repurchase agreement	0	20%	0
CAR10	132. Term reverse repurchase agreement	0	20%	0
CAR11	134. Term treasury loans	1,600,000,000	20%	320,000,000
CAR12	135. Finance loans to banks and other FI	64,366,752	20%	12,873,350
CAR13	138. Other overdrawn accounts		20%	0
CAR14	20. Overdrawn accounts (overdrafts)	4,673,025,831	100%	4,673,025,831
CAR15	21. Treasury loans		100%	0
CAR16	22. Equipment loans	3,451,470,530	100%	3,451,470,530
CAR17	23. Consumer loans	356,563,254	100%	356,563,254
CAR18	24. Mortgage loans: residential house	2,173,254,492	50%	1,086,627,246
CAR19	25. Mortgage loan: other		100%	0
CAR20	26. Leased assets		100%	0
CAR21	27. Other loans on clients	5,710,041,936	100%	5,710,041,936
CAR22	281. Receivables in Transit	56,236,381	100%	56,236,381
CAR23	29. Non performing loans (Net of provisions)	111,905,140	100%	111,905,140
CAR24	30. FINANCIAL INSTRUMENTS HELD FOR TRADING			0
CAR25	301. Treasury Bills	0	0%	0
CAR26	303. Other debt securities	0	100%	0
CAR27	305. Registered securities	0	100%	0
CAR28	307. Borrowed securities	0	100%	0

CAR29	31. FINANCIAL INSTRUMENTS AVAILABLE FOR SALE	0		0
CAR30	311. Treasury Bills	0	0%	0
CAR31	313. Other debt securities	0	100%	0
CAR32	315. Securities of portfolio activity	0	100%	0
CAR33	316. Other registered securities available for sale	0	100%	0
CAR34	33. FINANCIAL INSTRUMENTS HELD TO MATURITY	0		0
CAR35	331. Treasury Bills	0	0%	0
CAR36	333. Other securities	0	100%	0
CAR37	34. Equity investments and investment in subsidiaries		100%	0
CAR38	35. Derivatives		100%	0
CAR39	37. Guarantees on securities		100%	0
CAR40	41. Net intangible fixed assets	143,917,188	100%	143,917,188
CAR41	42. Net tangible fixed assets	580,099,015	100%	580,099,015
CAR42	44. Receivable accounts	85,528,601	100%	85,528,601
CAR43	46. Other assets	15,990,532	100%	15,990,532
CAR44	47. Suspense accounts	35,736,185	100%	35,736,185
CAR45	2. OFF BALANCE COMMITMENTS	0		0
CAR46	2.1 FINANCING COMMITMENTS GIVEN TO CUSTOMERS	0		0
CAR47	9021. Letter of credit		100%	0
CAR48	9022. Acceptance or commitments to pay		100%	0
CAR49	9023. Permanent line of credit		100%	0
CAR50	9024. Confirmed line of credits		100%	0
CAR51	9027. Non concealable operating lease		100%	0
CAR52	9029. Other financing commitments given		100%	0
CAR53	2.2 GUARANTEES COMMITMENTS GIVEN TO CUSTOMERS	0		
CAR54	9231. Guarantees of balance sheet credits given by banks and other FI		25%	0
				0
CAR55	9232. Guarantees of off balance sheet credits given by banks and other FI		25%	0
CAR56	9239. Other guarantees of credits given to customers		25%	0
	2.3. OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS ON BANKS AND FIN. INST		20%	0
CAR57				
CAR58	3.FINANCIAL INSTRUMENTS ISSUED BY GOVERNMENT	0		0
CAR59	Treasury bills/Bonds issued by the government		0%	0
CAR60	Other securities		0%	0
CAR61	TOTAL	23,369,998,223		17,386,454,797

Name of institution : RIM Plc
 Period : 31-Dec-2024
 Report : Computation of Liquidity ratio

Line code	Description	Amount (Frw)
Cash and Cash equivalents		
LR01	Cash in Vaults	431,226,970
LR02	Cash held in ATMs or any other electronic means (Where applicable)	
LR03	Cash held in Central Bank	148,437,378
LR04	Cash held in Banks and Other Financial Institutions on current accounts	3,732,198,038
LR05	Total Balances due from Banks and Other Financial Institutions on savings/term deposit accounts	1,600,000,000
LR06	Balances held in banks outside Rwanda	
LR07	Treasury Bills/Bonds issued by Government of Rwanda	
LR08	TOTAL LIQUID ASSETS (A)	5,911,862,386
Deposits and Current/Contingent Liabilities		
LR09	Demand Deposits	9,272,988,074
LR10	Savings Deposits due within 3 months from the balance sheet date	
LR11	Term Deposits due within 3 months from the balance sheet date	212,524,350
LR12	Security/Collateral Deposits due within 3 months from the balance sheet date	35,137,057
LR13	Borrowings (Principal amount of Installments due within 3 months from the balance sheet date)	39,912,565
LR14	Payables and Contingent Liabilities due within 3 months from the balance sheet date	41,578,216
LR15	TOTAL LIQUID LIABILITIES (B)	9,602,140,262
Liquidity Ratio (Min 20%)		
LR16	LIQUIDITY RATIO = A ÷ B	61.6%



Réseau Interdiocésain de Microfinance

KN4 Avenue 8 | Centenary House 1st Floor | P.O Box: 951 Kigali - Rwanda | Toll Free: 2004 |+250 788 320 675
E-mail: rim@rim.rw | Website: www.rim.rw | Twitter: @interdiocesain | Facebook: Rim Rim
